

# Budget de dépenses

2007-2008

## Volume IV

---

### Renseignements supplémentaires

---

ISSN 0706-0319  
ISBN 978-2-550-49811-7  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2007  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

## AVANT-PROPOS

---

La Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) prévoit que la présidente du Conseil du trésor dépose à l'Assemblée nationale le budget de dépenses des ministères et organismes aux fins d'établir les crédits requis au cours de l'exercice financier, ainsi que les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres.

À cet effet, la présidente du Conseil du trésor présente à l'Assemblée nationale les renseignements touchant le Budget de dépenses 2007-2008 en quatre volumes :

- Le Volume I, *Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*, qui réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme.
- Le Volume II, *Crédits des ministères et organismes*, qui présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2007-2008 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes.
- Le Volume III, *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*, qui regroupe les plans annuels de gestion des dépenses préparés par chacun des ministres.
- Le Volume IV, *Renseignements supplémentaires*, qui fournit des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## Page

### AVANT-PROPOS

### CHAPITRE 1 LE BUDGET DE DÉPENSES 2007-2008 ..... 9

- 1. Le Budget de dépenses 2007-2008 ..... 10
- 2. La variation des dépenses de programmes en 2007-2008 ..... 11

- Annexe 1.1 Santé et Services sociaux ..... 17
- Annexe 1.2 Éducation, Loisir et Sport ..... 18
- Annexe 1.3 Autres portefeuilles ..... 19
- Annexe 1.4 Taux de croissance des dépenses de programmes depuis 1997-1998 ..... 20
- Annexe 1.5 Évolution des dépenses de programmes en pourcentage  
du produit intérieur brut ..... 21
- Annexe 1.6 Variation entre le Budget de dépenses 2007-2008 et  
la dépense probable 2006-2007 ..... 22

### CHAPITRE 2 LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2006-2007 ..... 25

- 1. La variation des dépenses du gouvernement en 2006-2007 ..... 26
- 2. L'évolution de la prévision des dépenses totales en 2006-2007 ..... 26
- 3. L'évolution des crédits autorisés en 2006-2007 ..... 28
- 4. La comparaison de la croissance des dépenses de programmes au Canada ..... 29

### CHAPITRE 3 LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2007-2008 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES ..... 31

- 1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses ..... 32
- 2. Les dépenses pour la rémunération ..... 34
- 3. Les dépenses de fonctionnement ..... 35
- 4. Les dépenses de capital ..... 36
- 5. Les dépenses d'intérêt ..... 38
- 6. Les dépenses de support ..... 40
- 7. Les dépenses relatives à la provision pour créances douteuses et autres ..... 41
- Annexe 3.1 Nature des catégories de dépenses considérées dans ce chapitre ..... 43
- Annexe 3.2 Répartition du Budget de dépenses 2007-2008 par grandes catégories ..... 45
- Annexe 3.3 Répartition du Budget de dépenses 2007-2008 par bénéficiaires ..... 46

**CHAPITRE 4 L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE..... 47**

1. La réduction de la taille de l'État.....	48
2. Les variations à l'enveloppe d'effectif autorisé.....	49
Annexe 4.1 Effectif du secteur de la fonction publique .....	51
Annexe 4.2 Lexique.....	52
Annexe 4.3 Évolution de l'effectif des ministères et organismes présentés au Budget de dépenses 2007-2008.....	53
Annexe 4.4 Évolution de l'effectif des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.....	54
Annexe 4.5 Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008.....	55
Annexe 4.6 Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique.....	56

**CHAPITRE 5 LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS  
PRÉVUS EN 2007-2008 ..... 57**

1. Les nouveaux investissements dans les infrastructures .....	58
2. Les projets de développement .....	59
3. Les investissements publics totaux prévus en 2007-2008.....	60
Annexe 5.1 Évolution des investissements publics.....	68

**CHAPITRE 6 LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES ..... 69**

1. Les dépenses consolidées du gouvernement.....	70
2. L'évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2006-2007.....	71
3. L'impact de la consolidation des revenus et des dépenses des entités consolidées en 2007-2008 .....	72
4. Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2007-2008 .....	73
5. Les résultats des fonds spéciaux en 2007-2008.....	74
6. Les résultats des comptes à fin déterminée en 2007-2008 .....	75
Annexe 6.1 Le périmètre comptable du gouvernement .....	76
Annexe 6.2 Changements dans les entités consolidées.....	79
Annexe 6.3 Résultats des organismes autres que budgétaires.....	81
Annexe 6.4 Résultats des fonds spéciaux .....	84

	<b>Page</b>
Annexe 6.5 Résultats des comptes à fin déterminée .....	87
Annexe 6.6 Entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation .....	91
Annexe 6.7 Organismes et fonds exerçant des opérations exclues du périmètre comptable du gouvernement .....	92
<b>APPENDICES .....</b>	<b>93</b>
Appendice A Le Budget de dépenses 2007-2008 par missions .....	95
Appendice B Indicateurs économiques et budgétaires .....	107
B.1 : Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques .....	108
B.2 : Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et de la dépense totale .....	109
B.3 : Dépenses par portefeuilles .....	110





## CHAPITRE 1      LE BUDGET DE DÉPENSES 2007-2008

---

### EN BREF

En 2007-2008, les dépenses du gouvernement totalisent 61 046,2 M\$. Les dépenses de programmes s'élèvent à 53 802,2 M\$ et le service de la dette s'établit à 7 244,0 M\$.

Les dépenses de programmes augmentent de 2 033,2 M\$, soit une croissance de 3,9 % par rapport à 2006-2007. Ce taux est inférieur à la croissance prévue de l'économie en 2007 qui est de 4,2 %.

La plus grande part de cette hausse est allouée aux priorités gouvernementales, soit la santé et l'éducation :

- 1 355,2 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », soit une croissance de 6,0 %;
- 643,6 M\$ au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », soit une croissance de 5,0 %.

Le budget de dépenses des autres portefeuilles est relativement stable avec une légère hausse de 34,4 M\$, soit une variation de 0,2 %.

## 1. Le Budget de dépenses 2007-2008

Les dépenses totales du gouvernement s'élèvent à 61 046,2 M\$ en 2007-2008 et se répartissent ainsi :

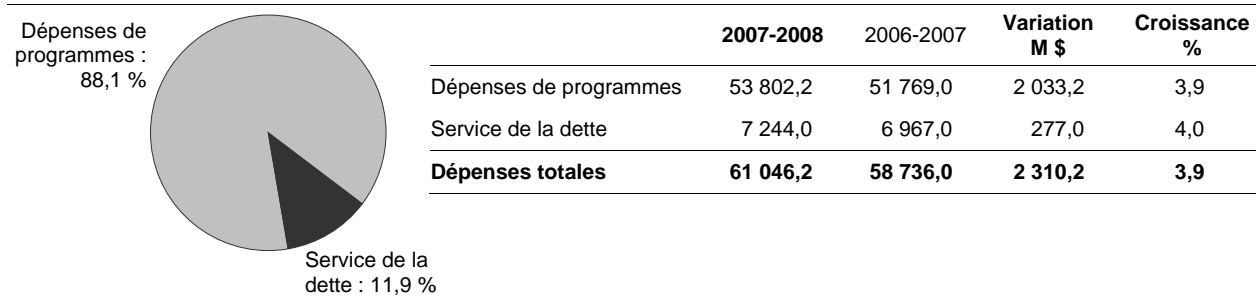
- 53 802,2 M\$ pour les dépenses de programmes;
- 7 244,0 M\$ pour le service de la dette.

La croissance des dépenses de programmes s'établit à 3,9 % par rapport à 2006-2007, alors que le service de la dette est en hausse de 277,0 M\$, soit de 4,0 %. La croissance des dépenses totales est de 3,9 %.

La hausse du service de la dette s'explique, principalement, par la diminution de la valeur du dollar canadien par rapport aux différentes devises composant la dette, ainsi que par l'augmentation des taux d'intérêt.

Pour chaque dollar de revenu du gouvernement en 2007-2008, plus de 88 cents permettront de financer les coûts des programmes alors que près de 12 cents assureront le financement du service de la dette.

### Répartition et croissance des dépenses



Quatre portefeuilles représentent 80,8 % des dépenses de programmes en 2007-2008 :

- Le portefeuille « Santé et Services sociaux », dont le budget est de 23 843,2 M\$, constitue 44,3 % des dépenses de programmes;
- Le portefeuille « Éducation, Loisir et Sport » avec un budget de 13 395,2 M\$, représente 24,9 % des dépenses de programmes;
- Le portefeuille « Emploi et Solidarité sociale », dont le budget est de 4 126,5 M\$, compte pour 7,7 % des dépenses de programmes;
- Le portefeuille « Transports » avec un budget de 2 074,8 M\$, soit 3,9 % des dépenses de programmes.

Les autres portefeuilles, avec des dépenses totalisant 10 362,5 M\$, représentent dans leur ensemble 19,2 % des dépenses de programmes et comprennent notamment :

- 1 803,6 M\$ au portefeuille « Famille et Aînés », soit 3,4 % des dépenses de programmes;
- 1 768,3 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Régions », soit 3,3 % des dépenses de programmes.

#### Répartition des dépenses de programmes en 2007-2008

	M\$	%
Santé et Services sociaux	23 843,2	44,3
Éducation, Loisir et Sport	13 395,2	24,9
Emploi et Solidarité sociale	4 126,5	7,7
Transports	2 074,8	3,9
Autres portefeuilles	10 362,5	19,2
<b>Total</b>	<b>53 802,2</b>	<b>100,0</b>

## 2. La variation des dépenses de programmes en 2007-2008

Le budget de dépenses s'établit à 53 802,2 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008, en hausse de 2 033,2 M\$ par rapport à la dépense probable 2006-2007.

98,3 % de cette croissance est allouée à la santé et à l'éducation :

- 1 355,2 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », pour une croissance de 6,0 % par rapport à 2006-2007, ce qui représente 66,7 % de la croissance de l'ensemble des dépenses de programmes en 2007-2008;
- 643,6 M\$ au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », ou 5,0 % par rapport à 2006-2007, constituant 31,6 % de la croissance de l'ensemble des dépenses de programmes en 2007-2008.

Le budget de dépenses des autres portefeuilles demeure relativement stable en 2007-2008, avec une légère hausse de 0,2 %, soit une augmentation de 34,4 M\$ par rapport à 2006-2007.

### Répartition de la croissance des dépenses de programmes en 2007-2008 par secteurs d'activité

	Répartition		Taux de croissance
	M\$	%	%
Santé et Services sociaux	1 355,2	66,7	6,0
Éducation, Loisir et Sport	643,6	31,6	5,0
Autres portefeuilles	34,4	1,7	0,2
<b>Total</b>	<b>2 033,2</b>	<b>100,0</b>	<b>3,9</b>

### Santé et Services sociaux

#### Hausse de 1 355,2 M\$ du budget de dépenses en 2007-2008

En 2007-2008, la croissance de 6,0 % permet notamment :

- De financer les augmentations de rémunération accordées au personnel du réseau et aux professionnels de la santé, l'effet du coût de l'équité salariale et la variation des contributions de l'employeur aux régimes de retraite. Au total, ces facteurs représentent en 2007-2008, une somme de 795,4 M\$, soit près de 59,0 % de la croissance totale;
- D'injecter 362,0 M\$ dans le réseau de la santé et des services sociaux, pour couvrir le coût de système, l'indexation des dépenses, le service de la dette et le fonctionnement des nouveaux équipements et des nouvelles installations;
- De financer la croissance du coût des médicaments, pour 109,5 M\$;
- De consolider les services aux personnes âgées en perte d'autonomie, aux personnes handicapées, aux jeunes en difficulté et à leur famille ainsi qu'aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, avec des budgets additionnels de 80,0 M\$ annualisés à 158,0 M\$. Ces sommes permettront également d'accroître le soutien aux maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence et aux centres de femmes.

Par ailleurs, un budget additionnel de 8,3 M\$ est consacré à la promotion de la région de la Capitale-Nationale, grâce à l'accroissement de la contribution aux fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de la Ville de Québec.

## **Éducation, Loisir et Sport**

### **Hausse de 643,6 M\$ du budget de dépenses en 2007-2008**

Les dépenses en éducation augmentent de 643,6 M\$, ou de 5,0 % par rapport à 2006-2007. Les sommes additionnelles consacrées en éducation permettent notamment :

- De maintenir et d'améliorer la qualité des services et de permettre le financement des différents facteurs de croissance des réseaux particulièrement les paramètres salariaux incluant le règlement de l'équité salariale pour un montant de 413,5 M\$;
- D'assurer le réinvestissement de 120,0 M\$ en enseignement supérieur;
- D'augmenter de 86,1 M\$ le financement pour l'ajout de ressources au primaire et au secondaire pour les élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation et pour l'ajout d'une heure et demie par semaine d'enseignement au primaire en vigueur depuis septembre 2006.

## **Autres portefeuilles**

### **Les dépenses de programmes sont globalement maintenues au niveau de 2006-2007**

Les budgets des autres ministères augmentent globalement de 0,2 % en 2007-2008. Ceux-ci ont été établis avec la préoccupation de préserver et d'améliorer les services à la population. Les principales variations sont les suivantes :

- Le budget du ministère des Affaires municipales et des Régions baisse de 87,9 M\$. Cette diminution s'explique essentiellement par l'impact de 128,0 M\$ résultant de la mise en œuvre de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités 2007-2013, qui prévoit notamment le remplacement de programmes de dépenses par des remboursements de taxe de vente. En excluant cet ajustement, la croissance du budget est de 40,1 M\$, soit 2,2 %, dont un budget additionnel de 10,0 M\$, portant à 30,0 M\$ le budget alloué à la Politique nationale de la ruralité. De plus, des montants totalisant 34,9 M\$ pour la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions ont été pourvus au Fonds de suppléance;
- Le budget du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation augmente de 9,9 M\$, soit 1,4 %, principalement pour l'ajout d'un budget de 10,0 M\$ pour l'adaptation de l'industrie de la récupération et de la transformation bovines relativement à l'élimination des parties de bovins désignées comme matériel à risque spécifié. De plus, un ajout de 5,0 M\$ est prévu au Fonds de suppléance pour les mesures visant à soutenir l'agriculture et les pêches dans le cadre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions;

- Le budget du ministère du Conseil exécutif est majoré de 83,1 M\$, principalement en raison du financement de 27,4 M\$ pour la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009, de la mise en place du nouveau Fonds d'initiatives autochtones, doté d'une enveloppe de 10,2 M\$, et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales pour laquelle des dépenses de 20,0 M\$ en 2006-2007 apparaissent aux budgets de dépenses des autres ministères;
- Le budget destiné à la Culture, aux Communications et à la Condition féminine augmente de 25,1 M\$, soit 4,2 %. De plus, l'aide d'urgence de 10,0 M\$ accordée en 2006-2007 au cinéma québécois ainsi que l'aide de 5,0 M\$ accordée aux musées sont reconduites en 2007-2008;
- Le budget du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs augmente de 5,6 M\$, soit 2,9 % en raison notamment, de l'ajout de 2,0 M\$ pour la mise en œuvre du programme ClimatSol, impliquant des investissements de 50,0 M\$ au cours des trois prochaines années et de l'ajout de 1,0 M\$ pour la réalisation des travaux d'aménagements environnementaux au parc national du Mont-Orford;
- Le budget du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation augmente de 117,0 M\$, soit 18,3 %. Ce budget prévoit entre autres des sommes de 68,5 M\$ pour le soutien au secteur forestier, de 58,3 M\$ pour la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation et de 33,6 M\$ pour la Stratégie de développement de toutes les régions;
- Le budget alloué à l'Emploi et à la Solidarité sociale est en hausse de 41,7 M\$, soit de 1,0 %, afin de permettre l'indexation des prestations d'aide sociale et le financement du nouveau Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis;
- Le budget du ministère de la Famille et des Aînés est majoré de 89,2 M\$, soit 5,2 %, principalement en raison de la hausse de la rémunération des éducatrices. Un montant de 5,0 M\$ a été ajouté au titre de la Stratégie d'action en faveur des aînés. De plus, des sommes récurrentes de 3,0 M\$ pour le financement des haltes-garderies communautaires s'ajouteront au budget du Ministère et sont pourvues au Fonds de suppléance;
- Le budget du ministère des Finances est en hausse de 52,8 M\$, essentiellement pourvues à la provision pour des initiatives concernant les revenus, pour laquelle les dépenses en 2006-2007 apparaissent aux budgets de dépenses des autres ministères;
- Le budget du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles est en baisse de 13,6 M\$. Toutefois, en tenant compte des revenus prévus en 2007-2008 de 18,8 M\$ provenant d'une partie de la tarification en regard de la sélection des immigrants qui permettra au Ministère d'augmenter d'autant ses dépenses, le budget du Ministère augmentera de 5,2 M\$. Cette hausse est essentiellement allouée à la francisation des immigrants;

- Le budget des Relations internationales augmente de 14,8 M\$, soit 14,5 %, en raison notamment de l'ajout de 4,0 M\$ à la Politique internationale du Québec et de 6,1 M\$ pour l'organisation du Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Québec en 2008;
- Le budget des Ressources naturelles et de la Faune augmente de 51,6 M\$, soit 13,0 %, avec l'ajout de 36,6 M\$ pour la mise en œuvre du Plan de soutien au secteur forestier, de 16,0 M\$ pour la Stratégie de développement de toutes les régions et de 10,0 M\$ pour les investissements sylvicoles;
- Le budget du ministère de la Sécurité publique augmente de 4,9 M\$, soit une croissance de 0,5 %, notamment pour la poursuite de la mise en œuvre de la Loi sur le système correctionnel du Québec (L.R.Q., c. S-40.1). En outre, une somme additionnelle de 3,0 M\$, pourvue au Fonds de suppléance pour intensifier la lutte contre le phénomène des gangs de rue, s'ajoutera aux montants déjà annoncés à cet égard;
- Le budget du ministère des Services gouvernementaux est en hausse de 4,3 M\$, soit 5,4 %, essentiellement pour la poursuite du déploiement de Services Québec et du Gouvernement en ligne;
- Enfin, le budget destiné aux Transports augmente de 131,7 M\$, soit 6,8 %, en raison principalement d'une hausse des investissements réalisés sur le réseau routier et pour le transport en commun. De plus, un montant additionnel de 11,0 M\$ est prévu au Fonds de suppléance pour appuyer les acteurs de la région de Montréal dans le partage du financement des équipements régionaux du transport en commun, notamment le métro de Montréal.

Par ailleurs, les budgets de dépenses de certains ministères sont en baisse, essentiellement en raison de la non-réurrence de dépenses effectuées en 2006-2007 :

- Le budget du Conseil du trésor diminue de 37,9 M\$, en raison notamment, des sommes non récurrentes versées en 2006-2007 au titre de l'équité salariale, à la suite de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler en sept versements, plutôt qu'en huit, le redressement salarial à cet égard;
- Au portefeuille « Justice », la baisse de 21,0 M\$ est entièrement attribuable à des déboursés équivalents effectués en 2006-2007 au programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC). Des sommes pour contingences sont pourvues au Fonds de suppléance afin de financer la récurrence de ces dépenses en 2007-2008, le cas échéant;
- Le budget du portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale » baisse de 56,0 M\$ en raison de la non-réurrence en 2007-2008 de dépenses effectuées par le Directeur général des élections pour la tenue des élections générales le 26 mars 2007;

- Le budget du ministère du Revenu diminue de 144,1 M\$. Cette baisse est attribuable à des variations de la provision pour créances douteuses, dont le niveau fait l'objet d'une réévaluation annuelle;
- Le budget du ministère du Tourisme baisse de 2,9 M\$. Cette variation s'explique essentiellement par l'effet net de la non-récurrence d'une subvention de 7,3 M\$ versée au Zoo de Granby, de l'ajout de 8,0 M\$ en 2007-2008 pour le soutien des projets de développement touristique en région et de transferts de 4,0 M\$ provenant d'autres ministères en 2006-2007;
- La baisse de 3,7 M\$ au ministère du Travail est essentiellement attribuable aux sommes obtenues par la Commission de la construction du Québec en 2006-2007 pour la poursuite d'initiatives concernant les revenus, et pourvues en 2007-2008 au portefeuille « Finances ».

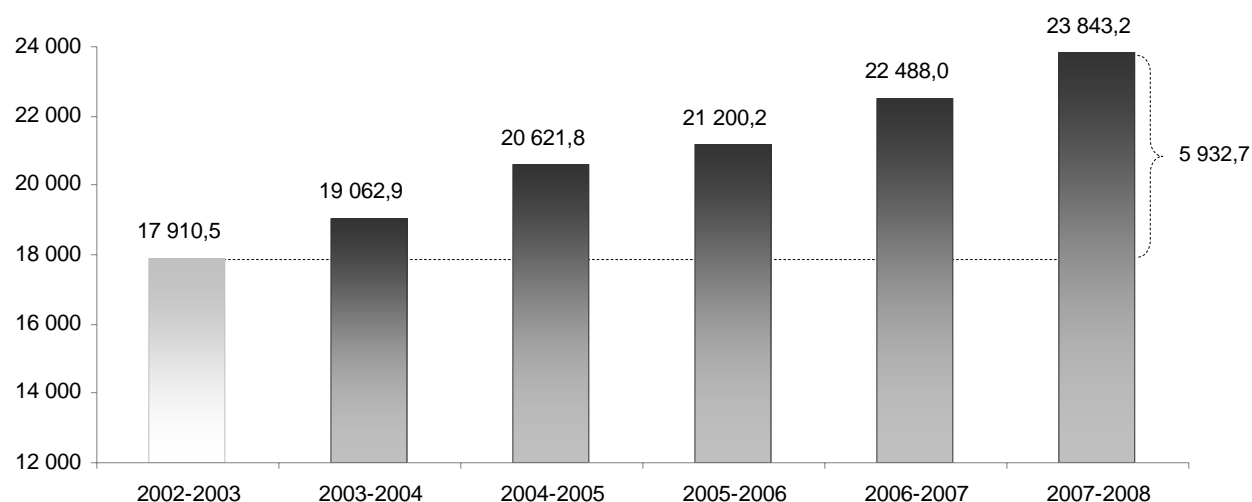


**Annexe 1.1****Santé et Services sociaux**

La croissance allouée au secteur de la santé et des services sociaux depuis 2002-2003 atteint 5 932,7 M\$, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 5,9 %.

**Évolution des dépenses en santé et services sociaux depuis 2002-2003**

(en millions de dollars)



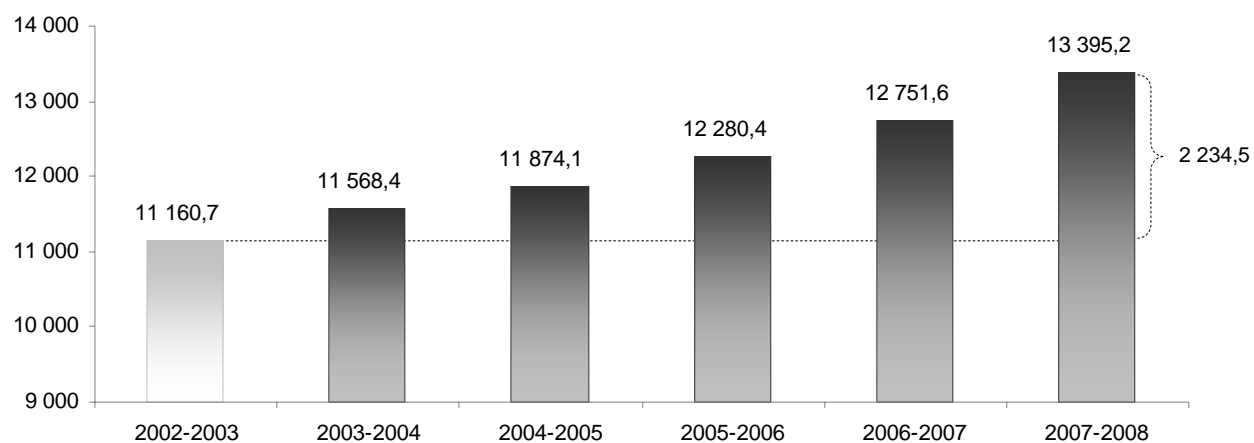
## Annexe 1.2

### Éducation, Loisir et Sport

Le budget de dépenses alloué à l'éducation a augmenté de 2 234,5 M\$ depuis 2002-2003, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 3,7 %.

#### Évolution des dépenses en éducation depuis 2002-2003

(en millions de dollars)

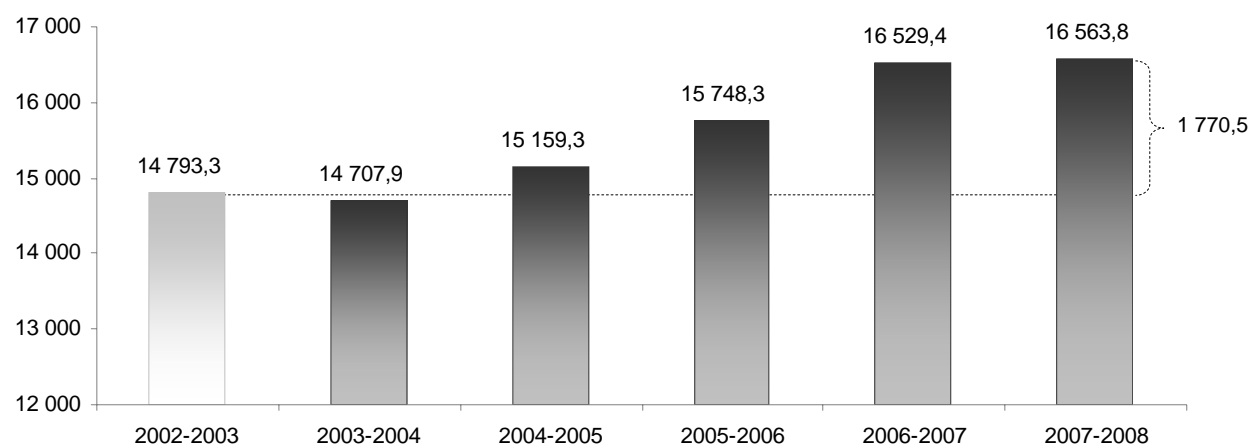


**Annexe 1.3****Autres portefeuilles**

La croissance allouée aux autres portefeuilles depuis 2002-2003 atteint 1 770,5 M\$, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 2,3 %.

**Évolution des dépenses dans les autres portefeuilles depuis 2002-2003**

(en millions de dollars)



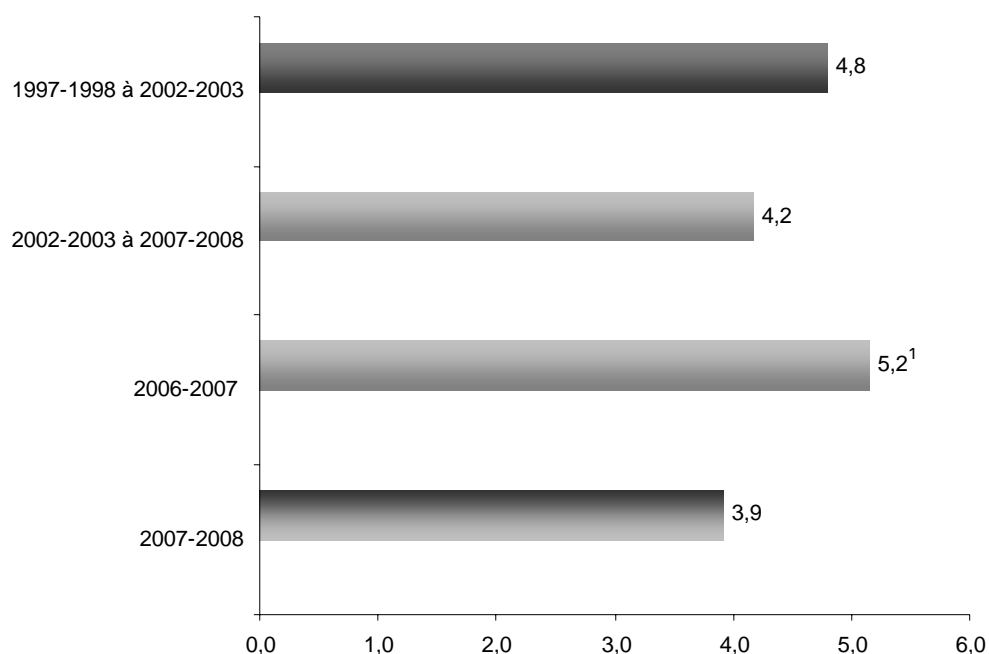
## Annexe 1.4

### Taux de croissance des dépenses de programmes depuis 1997-1998

Au cours des cinq dernières années, la croissance moyenne des dépenses de programmes de 4,2 % a été inférieure à la moyenne observée de 4,8 % au cours des années 1997-1998 à 2002-2003.

Le taux de croissance des dépenses de programmes s'élève à 3,9 % en 2007-2008.

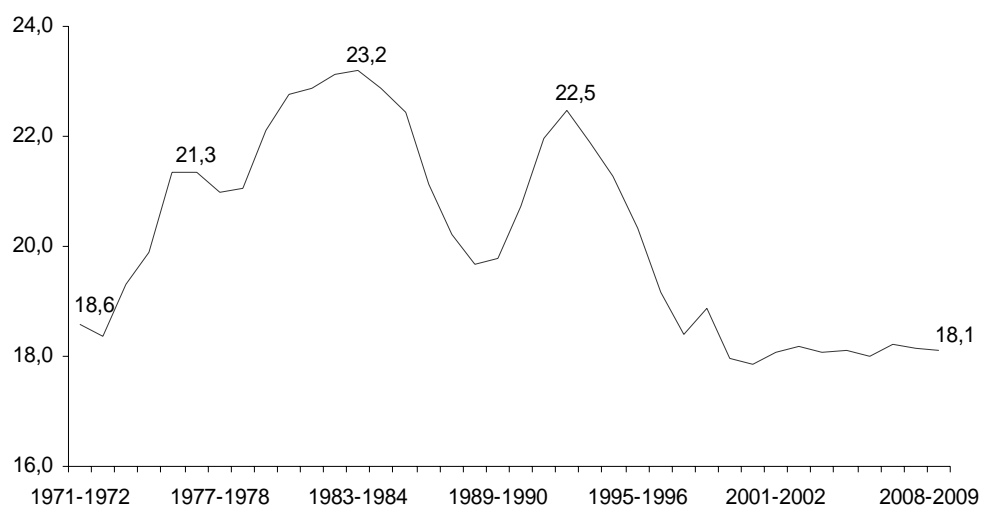
### Taux de croissance des dépenses de programmes depuis 1997-1998 (en pourcentage)



<sup>1</sup> Ce taux de croissance inclut l'impact de 242,0 M\$, en 2006-2007, à la suite de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler les paiements de l'équité salariale en sept versements plutôt qu'en huit. Il inclut également une dépense ponctuelle de 69,0 M\$ en raison de la tenue des élections générales le 26 mars 2007. En excluant ces dépenses, le taux de croissance des dépenses de programmes serait de 4,5 %.

**Annexe 1.5****Évolution des dépenses de programmes en pourcentage du produit intérieur brut**

Le poids des dépenses de programmes dans l'économie devrait s'établir à 18,1 % en 2008-2009, soit l'un des niveaux les plus faibles depuis 35 ans.

**Évolution des dépenses de programmes en pourcentage du produit intérieur brut**  
(en pourcentage)

## Annexe 1.6

## Variation entre le Budget de dépenses 2007-2008 et la dépense probable 2006-2007

	Budget de dépenses 2007-2008	Dépense probable 2006-2007	Écart	
			M\$	%
Assemblée nationale <sup>1</sup>	105,2	106,9	(1,6)	(1,5)
Personnes désignées par l'Assemblée nationale <sup>1</sup>	74,3	130,3	(56,0)	(43,0)
Affaires municipales et Régions	1 768,3	1 856,2	(87,9)	(4,7)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703,0	693,1	9,9	1,4
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599,9	637,7	(37,9)	(5,9)
Conseil exécutif	316,4	233,3	83,1	24,9 <sup>3</sup>
Culture, Communications et Condition féminine	623,8	598,6	25,1	4,2
Développement durable, Environnement et Parcs	194,4	188,8	5,6	2,9
Développement économique, Innovation et Exportation	755,8	638,7	117,0	18,3
Éducation, Loisir et Sport	13 395,2	12 751,6	643,6	5,0
Emploi et Solidarité sociale	4 126,5	4 084,8	41,7	1,0
Famille et Aînés	1 803,6	1 714,4	89,2	5,2
Finances <sup>2</sup>	159,9	107,1	52,8	3,3 <sup>4</sup>
Immigration et Communautés culturelles	111,3	124,9	(13,6)	(10,9)
Justice	635,9	656,8	(21,0)	(3,2)
Relations internationales	116,2	101,5	14,8	14,5
Ressources naturelles et Faune	448,9	397,3	51,6	13,0
Revenu	926,6	1 070,7	(144,1)	(13,5)
Santé et Services sociaux	23 843,2	22 488,0	1 355,2	6,0
Sécurité publique	991,8	986,8	4,9	0,5
Services gouvernementaux	83,6	79,3	4,3	5,4
Tourisme	140,7	143,6	(2,9)	(2,0)
Transports	2 074,8	1 943,2	131,7	6,8
Travail	31,7	35,3	(3,7)	(10,4)
Crédits périmés escomptés	(150,0)	-	(150,0)	-
Crédits reportés en 2008-2009	(78,8)	-	(78,8)	-
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>53 802,2</b>	<b>51 769,0</b>	<b>2 033,2</b>	<b>3,9</b>
Service de la dette	7 244,0	6 967,0	277,0	4,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>61 046,2</b>	<b>58 736,0</b>	<b>2 310,2</b>	<b>3,9</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits peut ne pas correspondre au total.

## Références

- <sup>1</sup> Les informations portant sur les crédits, les dépenses et les plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le Volume I.
- <sup>2</sup> Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est exclu des dépenses du portefeuille « Finances ». Au Volume II du Budget de dépenses 2007-2008 et dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, les dépenses du portefeuille « Finances » incorporent le service de la dette.
- <sup>3</sup> Au ministère du Conseil exécutif, le pourcentage de variation a été calculé en incluant à la dépense probable les transferts de 20,0 M\$ de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.
- <sup>4</sup> Au ministère des Finances, le pourcentage de variation a été calculé en incluant à la dépense probable les transferts de 47,7 M\$ de la provision pour des initiatives concernant les revenus.

## Note

Concernant les références 3 et 4, une provision est un élément de programmes pour laquelle la loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions qui sont prévus au Budget de dépenses.





## CHAPITRE 2      LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2006-2007

---

### EN BREF

Les dépenses totales du gouvernement devraient s'établir, pour l'exercice financier 2006-2007, à 58 736,0 M\$. Elles ont été révisées à la hausse de 658,0 M\$ depuis le dépôt du Budget de dépenses 2006-2007, en raison principalement de la variation de la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec et du règlement de l'équité salariale.

Pour leur part, les dépenses de programmes s'élèvent à 51 769,0 M\$, ce qui représente une hausse de 5,2 % par rapport à l'exercice financier précédent. Quant au service de la dette, il enregistre une hausse de 1,3 % par rapport à l'exercice financier 2005-2006.

## 1. La variation des dépenses du gouvernement en 2006-2007

Les dépenses totales du gouvernement encourues au cours de l'exercice financier 2006-2007 devraient s'établir à 58 736,0 M\$, en hausse de 2 631,8 M\$ ou de 4,7 % par rapport à l'exercice financier précédent.

Les dépenses de programmes sont en hausse de 5,2 % et s'élèvent à 51 769,0 M\$, comparativement à 49 228,8 M\$ en 2005-2006.

Le service de la dette s'élève à 6 967,0 M\$, ce qui représente une hausse de 1,3 % par rapport à 2005-2006.

### Dépenses totales (en millions de dollars)

	2005-2006	2006-2007	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	49 228,8	51 769,0	2 540,2	5,2 <sup>1</sup>
Service de la dette	6 875,4	6 967,0	91,6	1,3
<b>Dépenses totales</b>	<b>56 104,2</b>	<b>58 736,0</b>	<b>2 631,8</b>	<b>4,7</b>

<sup>1</sup> Ce taux de croissance inclut l'impact de 242,0 M\$, en 2006-2007, à la suite de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler les paiements de l'équité salariale en sept versements plutôt qu'en huit. Il inclut également une dépense ponctuelle de 69,0 M\$ en raison de la tenue des élections générales le 26 mars 2007. En excluant ces dépenses, le taux de croissance des dépenses de programmes serait de 4,5 %.

## 2. L'évolution de la prévision des dépenses totales en 2006-2007

Les dépenses totales du gouvernement devraient s'établir, pour l'exercice financier 2006-2007, à 58 736,0 M\$, soit une hausse de 658,0 M\$ par rapport à la prévision de dépenses totales apparaissant au Budget de dépenses 2006-2007.

En ce qui concerne les dépenses de programmes, la prévision établie, lors du Budget de mars 2006, à 50 873,0 M\$ est révisée à la hausse à 51 769,0 M\$, soit une augmentation de 896,0 M\$ répartie comme suit :

- 247,5 M\$ pour le relèvement de la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec;
- 242,0 M\$ pour l'impact résultant de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler en sept versements plutôt qu'en huit les ajustements salariaux découlant du règlement de l'équité salariale, dont 117,0 M\$ au ministère de la Santé et des Services sociaux, 45,4 M\$ au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et 79,6 M\$ pour le portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale »;

- 209,7 M\$ au ministère de la Santé et des Services sociaux, notamment pour assurer le financement de coûts additionnels au programme d'assurance médicaments et pour tenir compte du coût des services médicaux et des ententes intervenues avec les professionnels de la santé;
- 70,8 M\$ au ministère de la Sécurité publique principalement à la suite de l'entente intervenue avec les policiers de la Sûreté du Québec, de l'implantation de la Loi sur le système correctionnel du Québec (L.R.Q., c. S-40.1) et de l'aide aux sinistrés;
- 69,0 M\$ pour la tenue des élections générales le 26 mars 2007;
- 51,5 M\$ au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, notamment en raison des budgets alloués pour l'aide aux travailleurs forestiers;
- 5,5 M\$ attribuables à divers facteurs.

Dans l'ensemble, le service de la dette est révisé à la baisse de 238,0 M\$ par rapport à la prévision du Budget de mars 2006. Le service de la dette directe est inférieur de 222,0 M\$ à la prévision, principalement en raison du fait que les taux d'intérêt de moyen et de long terme ont été moins élevés que prévu et que le dollar canadien a connu une meilleure performance par rapport au yen et au dollar américain. Quant aux intérêts sur le compte des régimes de retraite, ils sont en baisse de 16,0 M\$ par rapport à la prévision au Budget de dépenses 2006-2007.

### Évolution du budget de dépenses 2006-2007

(en millions de dollars)

	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses totales
Budget de dépenses 2006-2007	50 873,0	7 205,0	58 078,0
VARIATIONS :			
- Relèvement de la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec	247,5	-	247,5
- Impact de l'étalement en sept versements plutôt qu'en huit du règlement de l'équité salariale <sup>1</sup>	242,0	-	242,0
- Dépenses additionnelles au ministère de la Santé et des Services sociaux	209,7	-	209,7
- Dépenses additionnelles au ministère de la Sécurité publique	70,8	-	70,8
- Tenue des élections générales le 26 mars 2007	69,0	-	69,0
- Dépenses additionnelles au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	51,5	-	51,5
- Autres facteurs	5,5	(238,0)	(232,5)
<b>Dépense probable</b>	<b>51 769,0</b>	<b>6 967,0</b>	<b>58 736,0</b>

<sup>1</sup> Dont 117,0 M\$ au ministère de la Santé et des Services sociaux, 45,4 M\$ au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et 79,6 M\$ pour le portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ».

### 3. L'évolution des crédits autorisés en 2006-2007

En début d'exercice financier, les crédits totaux présentés à l'Assemblée nationale s'établissaient à 59 262,9 M\$, soit 52 057,9 M\$ pour les dépenses de programmes et 7 205,0 M\$ pour le service de la dette.

Les crédits permanents ont été supérieurs de 169,6 M\$ à ceux prévus en début d'exercice. Cette hausse est due à diverses variations au cours de l'exercice financier, dont 247,5 M\$ pour la dépense au titre de la provision pour créances douteuses à Revenu Québec, 69,0 M\$ au portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale » pour la tenue des élections générales le 26 mars 2007 et de 23,0 M\$ au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » au titre des régimes de retraite. Par ailleurs, le service de la dette est révisé à la baisse de 238,0 M\$ par rapport à la prévision du Budget de mars 2006.

Les crédits 2005-2006 effectivement reportés en 2006-2007 ont été de 18,8 M\$.

En excluant les crédits de 943,5 M\$ affectés au budget d'investissements au titre de prêts, placements et avances ainsi qu'en immobilisations et en incluant les dépenses d'amortissement qui ne requièrent pas de crédits, les dépenses totales s'établissent à 58 736,0 M\$.

#### Conciliation entre les crédits et la dépense probable 2006-2007

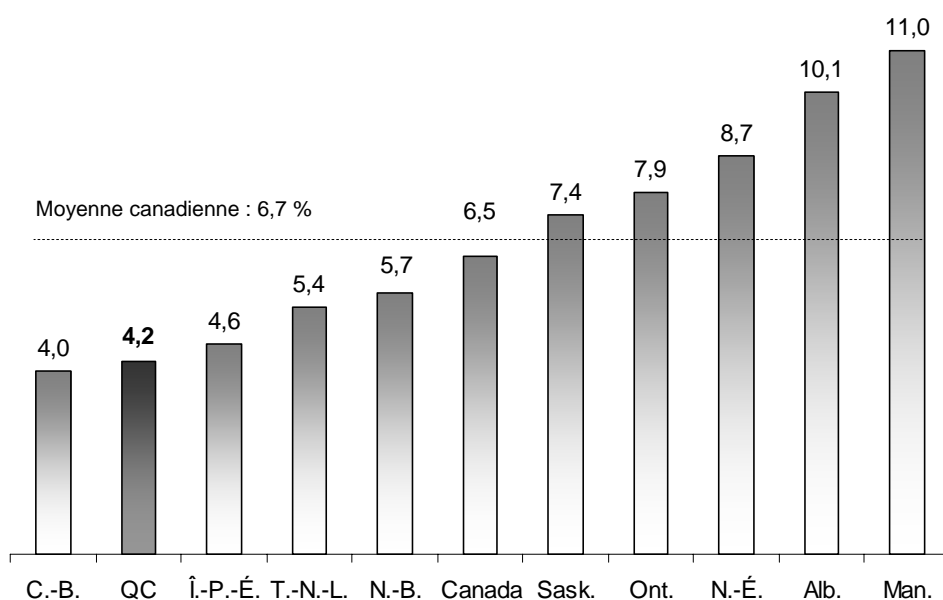
(en millions de dollars)

	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses totales
Crédits initiaux	52 057,9	7 205,0	59 262,9
Crédits permanents : variation	407,7	(238,0)	169,7
Crédits 2005-2006 reportés en 2006-2007 : variation	18,8	-	18,8
<b>Crédits totaux</b>	<b>52 484,4</b>	<b>6 967,0</b>	<b>59 451,4</b>
MOINS : Crédits affectés au budget d'investissements	(943,5)	-	(943,5)
PLUS : Dépenses d'amortissement	228,1	-	228,1
<b>Dépense probable</b>	<b>51 769,0</b>	<b>6 967,0</b>	<b>58 736,0</b>

#### 4. La comparaison de la croissance des dépenses de programmes au Canada

Le Québec a obtenu depuis 2003-2004 de meilleurs résultats que l'ensemble des provinces canadiennes en matière de contrôle des dépenses. En effet, le taux de croissance annuel moyen des dépenses de programmes au Québec au cours de cette période a été de 4,2 %, alors que celui de la moyenne des provinces canadiennes s'élève à 6,7 %.

##### Croissance des dépenses de programmes de 2003-2004 à 2006-2007\*



\* Données publiées au budget 2007-2008 de chaque province.

Source : Ministère des Finances du Québec.



## CHAPITRE 3 LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2007-2008 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES

---

### EN BREF

En 2007-2008, le budget de dépenses du gouvernement s'élève à 61 046,2 M\$, dont 53 802,2 M\$ aux dépenses de programmes, soit 88,1 % et 7 244,0 M\$ au service de la dette, soit 11,9 %.

Les dépenses allouées à la santé et à l'éducation représentent 69,2 % de l'ensemble des dépenses de programmes.

Les dépenses de support totalisent 11 658,5 M\$, dont environ la moitié, soit 5 921,5 M\$, est destinée aux personnes par l'entremise de différents programmes tels le programme d'assurance médicaments, les ressources de types familiales et celles destinées aux services préhospitaliers d'urgence, les mesures d'aide à l'emploi ou encore le soutien financier aux agriculteurs.

Les dépenses de rémunération s'élèvent à 30 007,1 M\$, soit 55,8 % des dépenses de programmes.

## 1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses

En 2007-2008, le budget de dépenses du gouvernement s'élève à 61 046,2 M\$, dont 53 802,2 M\$ ou 88,1 % sont destinés aux dépenses de programmes et 7 244,0 M\$ ou 11,9 % au service de la dette.

### Répartition des dépenses de programmes selon les catégories

Les dépenses de programmes par catégories se ventilent comme suit :

- 30 007,1 M\$, ou 55,8 %, aux dépenses liées à la rémunération;
- 11 658,5 M\$, ou 21,7 % aux dépenses concernant le support aux personnes, entreprises et autres partenaires du gouvernement;
- 8 074,5 M\$, ou 15,0 % aux dépenses de fonctionnement et autres;
- 2 288,2 M\$, ou 4,3 % aux dépenses de capital et 1 773,9 M\$, ou 3,2 % aux dépenses d'intérêt sur la dette imputable aux dépenses de programmes.

### Budget de dépenses 2007-2008 par supercatégories et catégories<sup>1</sup> (en millions de dollars)

	Catégories					Total	
	Rémunération	Fonctionnement et autres <sup>2</sup>	Capital	Intérêt	Support	M\$	%
<b>Supercatégories</b>							
Rémunération	3 012,2	-	-	-	-	<b>3 012,2</b>	4,9
Fonctionnement	-	2 095,6	-	-	-	<b>2 095,6</b>	3,4
Transfert	26 612,7	5 533,8	1 731,7	1 421,4	10 748,1	<b>46 047,7</b>	75,4
Affectation à un fonds spécial	382,2	153,2					
Créances douteuses et autres	-	520,7	-	-	-	<b>520,7</b>	0,9
Crédits périmés escomptés	-	(150,0)	-	-	-	<b>(150,0)</b>	(0,2)
Report de crédits en 2008-2009	-	(78,8)	-	-	-	<b>(78,8)</b>	(0,1)
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>30 007,1</b>	<b>8 074,5</b>	<b>2 288,2</b>	<b>1 773,9</b>	<b>11 658,5</b>	<b>53 802,2</b>	88,1
%	55,8	15,0	4,3	3,2	21,7	100,0	
Service de la dette	-	-	-	7 244,0	-	<b>7 244,0</b>	11,9
<b>Total</b>	<b>30 007,1</b>	<b>8 074,5</b>	<b>2 288,2</b>	<b>9 017,9</b>	<b>11 658,5</b>	<b>61 046,2</b>	100,0

<sup>1</sup> Les catégories de dépenses permettent de représenter les dépenses selon leur nature et leur importance relative. Elles sont présentées à l'annexe 3.1. La répartition du budget de dépenses par catégories est présentée par portefeuilles à l'annexe 3.2.

<sup>2</sup> Incluant la supercatégorie « Créances douteuses et autres » ainsi que les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009.



### Répartition des dépenses de programmes par bénéficiaires

Les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, avec 16 510,9 M\$, ainsi que les institutions d'enseignement, avec 12 967,6 M\$, sont les bénéficiaires de 54,8 % des dépenses de programmes en 2007-2008.

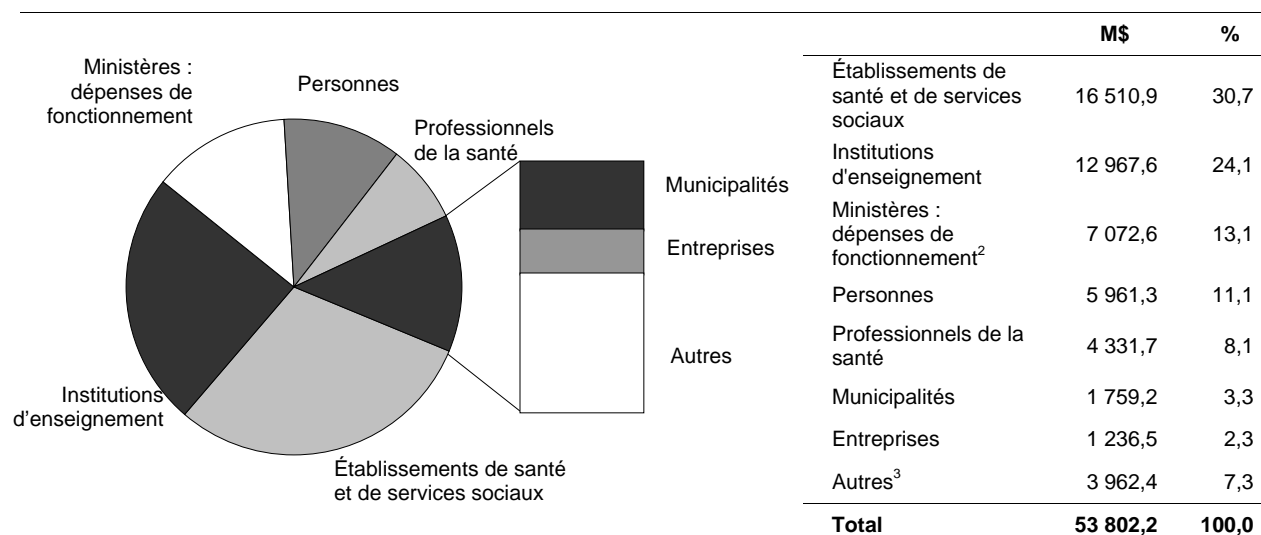
Les dépenses de fonctionnement des ministères, avec 7 072,6 M\$, représentent 13,1 % des dépenses de programmes.

Les dépenses destinées aux personnes comptent pour 5 961,3 M\$, soit 11,1 % des dépenses de programmes.

La rémunération des professionnels de la santé s'élève à 4 331,7 M\$ et représente 8,1 % des dépenses de programmes.

Les dépenses affectées aux divers autres bénéficiaires, soit les municipalités, les entreprises, les organismes à but non lucratif et les entreprises et organismes d'État, totalisent 6 958,1 M\$ ou 12,9 % des dépenses de programmes.

### Dépenses de programmes 2007-2008 par bénéficiaires<sup>1</sup>



<sup>1</sup> La répartition des dépenses par bénéficiaires est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 3.3.

<sup>2</sup> Incluant la supercatégorie « Créances douteuses et autres ».

<sup>3</sup> Comprend, outre les autres bénéficiaires, les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009.

## 2. Les dépenses pour la rémunération

Les dépenses prévues pour la rémunération s'élèvent à 30 007,1 M\$ en 2007-2008. Elles représentent 55,8 % des dépenses de programmes :

- 72,4 % du total des dépenses de rémunération se répartit entre les établissements de santé et de services sociaux et les institutions des réseaux d'enseignement, pour respectivement 39,7 % et 32,7 %;
- Quant aux professionnels de la santé, leur part s'établit à 14,4 % des dépenses de rémunération. Finalement, la part revenant au personnel des ministères et aux autres bénéficiaires s'élève à 13,2 %.

En 2007-2008, les dépenses de rémunération augmentent de 1 307,8 M\$ réparties entre les secteurs suivants :

- Dans le secteur de la santé et des services sociaux, les dépenses de rémunération augmentent de 917,8 M\$ dont 795,4 M\$, résultant des ajustements salariaux, de l'équité salariale et des autres bonifications des conditions de travail des employés du réseau de même que des ententes conclues avec les professionnels de la santé;
- Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », la hausse de 339,7 M\$ résulte des ajustements salariaux et de l'équité salariale des employés des réseaux, du réinvestissement de 120,0 M\$ en enseignement supérieur, de l'ajout de ressources additionnelles pour les élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation ainsi que de l'augmentation du temps d'enseignement d'une heure et demie par semaine au secteur primaire;
- Dans les ministères et pour les autres bénéficiaires, les dépenses de rémunération augmentent de 50,3 M\$ à la suite notamment des ajustements salariaux et de l'équité salariale.

### Dépenses prévues pour la rémunération en 2007-2008 par bénéficiaires<sup>1</sup>

(en millions de dollars)

	Salaires	Contributions d'employeur			Total	
		Régimes de retraite	Autres	Sous-total	M\$	%
<b>Santé et Services sociaux</b>						
Ministère	55,1	-	5,6	5,6	<b>60,7</b>	0,2
Établissements de santé et de services sociaux	10 091,7	656,6	1 157,8	1 814,4	<b>11 906,1</b>	39,7
Professionnels de la santé	4 331,7	-	-	-	<b>4 331,7</b>	14,4
Autres bénéficiaires	153,8	-	8,4	8,4	<b>162,2</b>	0,6
	14 632,3	656,6	1 171,8	1 828,4	<b>16 460,7</b>	54,9
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>						
Ministère	87,3	-	8,4	8,4	<b>95,7</b>	0,3
Institutions d'enseignement	8 146,0	755,1	922,9	1 678,0	<b>9 824,0</b>	32,7
Autres bénéficiaires	10,4	-	1,2	1,2	<b>11,6</b>	0,0
	8 243,7	755,1	932,5	1 687,6	<b>9 931,3</b>	33,0
<b>Autres</b>						
Ministères	2 627,6	303,6	306,8	610,4	<b>3 238,0</b>	10,8
Autres bénéficiaires	319,5	21,2	36,4	57,6	<b>377,1</b>	1,3
	2 947,1	324,8	343,2	668,0	<b>3 615,1</b>	12,1
<b>Total</b>	<b>25 823,1</b>	<b>1 736,5</b>	<b>2 447,5</b>	<b>4 184,0</b>	<b>30 007,1</b>	100,0
<b>Dépenses comparatives 2006-2007</b>	24 589,2	1 787,6	2 322,5	4 110,1	28 699,3	

<sup>1</sup> Comprend les crédits de la supercatégorie « Rémunération » et de la catégorie « Rémunération » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

### 3. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 7 782,6 M\$ en 2007-2008 et se répartissent comme suit :

- 47,2 % pour les établissements de santé et de services sociaux, soit 3 672,1 M\$, ainsi que 19,5 % aux institutions d'enseignement, soit 1 516,1 M\$;
- 28,8 % aux ministères, soit 2 248,8 M\$ et 4,5 % aux autres bénéficiaires, soit 345,6 M\$.

Les dépenses de fonctionnement en 2007-2008 augmentent de 423,3 M\$ par rapport à 2006-2007. La hausse résulte principalement des variations suivantes :

- Dans le secteur de la santé et des services sociaux, une augmentation de 304,5 M\$ découlant de la croissance du coût des services à la population;

- Dans le secteur de l'éducation, une augmentation de 132,6 M\$ résultant principalement du réinvestissement de 120,0 M\$ en enseignement supérieur et de l'indexation des autres dépenses.

### Dépenses de fonctionnement prévues en 2007-2008 par bénéficiaires

(en millions de dollars)

	Fonctionnement <sup>1</sup>	Transfert		Total	
		Réseaux	Autres	M\$	%
Santé et Services sociaux					
Ministère	81,6	-	-	81,6	1,0
Aide aux établissements de santé et de services sociaux	-	3 672,1	-	3 672,1	47,2
Autres bénéficiaires	-	-	140,0	140,0	1,8
	81,6	3 672,1	140,0	3 893,7	50,0
Éducation, Loisir et Sport					
Ministère	65,6	-	-	65,6	0,8
Aide aux institutions d'enseignement	-	1 516,1	-	1 516,1	19,5
Autres bénéficiaires	-	-	6,3	6,3	0,1
	65,6	1 516,1	6,3	1 588,0	20,4
Autres					
Ministères	2 101,6	-	-	2 101,6	27,0
Autres bénéficiaires	-	-	199,3	199,3	2,6
	2 101,6	-	199,3	2 300,9	29,6
Total	2 248,8	5 188,2	345,6	7 782,6	100,0
Dépenses comparatives 2006-2007	2 288,2	4 748,4	322,7	7 359,3	

<sup>1</sup> Incluant également les dépenses de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

## 4. Les dépenses de capital

En 2007-2008, les dépenses prévues pour le capital totalisent 2 288,2 M\$, soit 189,7 M\$ de plus que l'exercice financier précédent.

Les réseaux de l'éducation, avec 24,4 % ou 559,0 M\$, de même que celui de la santé et des services sociaux, avec 14,9 % ou 340,7 M\$, regroupent une grande partie des dépenses de capital.

Les dépenses de capital sont affectées suivant trois modes d'intervention utilisés par le gouvernement : les dépenses en capital des fonds spéciaux, le remboursement du principal et les subventions pour des fins d'immobilisations.

### **Dépenses en capital des fonds spéciaux**

Les dépenses en capital des fonds spéciaux représentent 24,3 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2007-2008.

Les sommes allouées pour les dépenses de capital des fonds augmentent de 83,4 M\$, passant de 473,1 M\$ en 2006-2007 à 556,5 M\$ en 2007-2008.

Cette variation s'explique essentiellement par une augmentation de 79,6 M\$ de la contribution du gouvernement en dépenses de capital au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, en raison du relèvement de l'enveloppe d'investissements alloué au cours des dernières années.

### **Dépenses pour le remboursement du principal**

En 2007-2008, les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentent 67,6 % de l'ensemble des dépenses de capital.

Les dépenses pour le remboursement du principal passent de 1 464,6 M\$ en 2006-2007 à 1 545,7 M\$ en 2007-2008, ce qui représente une hausse de 81,1 M\$ s'expliquant principalement par une augmentation de :

- 24,8 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Régions » attribuable aux sommes requises pour permettre le respect des engagements gouvernementaux en matière de logements sociaux et d'assainissement des eaux;
- 23,2 M\$ au portefeuille « Transports » pour l'ajout de nouvelles infrastructures en transport en commun et le renouvellement du matériel roulant;
- 16,3 M\$ dans le secteur de la santé et des services sociaux s'expliquant par les investissements réalisés dans le réseau;
- 14,1 M\$ au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », reflétant le financement des investissements autorisés dans les réseaux.

### **Subventions pour fins d'immobilisations**

Les subventions pour des fins d'immobilisations représentent 8,1 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2007-2008.

Ces subventions passent de 160,8 M\$ en 2006-2007 à 186,0 M\$ en 2007-2008, en hausse de 25,2 M\$. Elles sont principalement destinées aux entreprises et aux municipalités qui représentent 68,2 % de ces dépenses.

### Dépenses de capital prévues en 2007-2008 par bénéficiaires<sup>1</sup>

(en millions de dollars)

	Fonds spéciaux	Immobilisations subventionnées		Total	
		Remboursement du principal	Subventions pour fins d'immobilisations	M\$	%
<b>Santé et Services sociaux</b>					
Établissements de santé et de services sociaux	-	326,3	14,4	<b>340,7</b>	14,9
Autres bénéficiaires	-	5,6	4,4	<b>10,0</b>	0,4
	-	331,9	18,8	<b>350,7</b>	15,3
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>					
Institutions d'enseignement	-	523,5	35,5	<b>559,0</b>	24,4
Autres bénéficiaires	-	1,9	0,9	<b>2,8</b>	0,1
	-	525,4	36,4	<b>561,8</b>	24,5
<b>Autres</b>					
Ministères	556,5	-	-	<b>556,5</b>	24,3
Aide aux entreprises	-	3,8	61,8	<b>65,6</b>	2,9
Aide aux municipalités	-	469,7	65,1	<b>534,8</b>	23,4
Autres bénéficiaires	-	214,9	3,9	<b>218,8</b>	9,6
	556,5	688,4	130,8	<b>1 375,7</b>	60,2
<b>Total</b>	<b>556,5</b>	<b>1 545,7</b>	<b>186,0</b>	<b>2 288,2</b>	100,0
%	24,3	67,6	8,1	100,0	
<b>Dépenses comparatives 2006-2007</b>	473,1	1 464,6	160,8	2 098,5	

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

## 5. Les dépenses d'intérêt

Les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'élèvent à 9 017,9 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008, comparativement à 8 698,3 M\$ pour l'exercice financier précédent.

### Intérêts sur la dette du fonds consolidé du revenu

En 2007-2008, le service de la dette devrait s'établir à 7 244,0 M\$, en hausse de 4,0 %. Cette évolution s'explique, principalement, par la diminution de la valeur du dollar canadien par rapport aux différentes devises composant la dette, ainsi que par l'augmentation des taux d'intérêt.

## Intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes

Les intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes augmentent de 42,6 M\$, passant de 1 731,3 M\$ en 2006-2007 à 1 773,9 M\$ en 2007-2008. Cette croissance résulte notamment d'une augmentation de :

- 31,3 M\$ au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport » à la suite d'une révision des investissements et des taux d'intérêt;
- 19,4 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux » attribuable principalement à la hausse du budget consacré aux investissements en immobilisations au cours des dernières années.

## Dépenses d'intérêt prévues en 2007-2008 par bénéficiaires

(en millions de dollars)

	Dette subventionnée et autres <sup>1</sup>	Dette gouvernementale	Total	
			M\$	%
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Établissements de santé et de services sociaux	287,2	-	287,2	16,2
Autres bénéficiaires	4,6	-	4,6	0,3
	291,8	-	291,8	16,5
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Institutions d'enseignement	568,5	-	568,5	32,0
Autres bénéficiaires	2,4	-	2,4	0,1
	570,9	-	570,9	32,1
<b>Autres</b>				
Ministères	352,5	-	352,5	19,9
Municipalités	330,3	-	330,3	18,6
Autres bénéficiaires	228,4	-	228,4	12,9
	911,2	-	911,2	51,4
<b>Dépenses de programmes</b>	1 773,9	-	1 773,9	100,0
<b>Service de la dette</b>				
Dette directe	-	4 923,0	4 923,0	
Compte des régimes de retraite	-	2 321,0	2 321,0	
	-	7 244,0	7 244,0	
<b>Total</b>	<b>1 773,9</b>	<b>7 244,0</b>	<b>9 017,9</b>	
<b>Dépenses comparatives 2006-2007</b>	1 731,3	6 967,0	8 698,3	

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêt » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

## 6. Les dépenses de support

Les dépenses de support regroupent des programmes de soutien et d'aide destinés principalement aux personnes, aux organismes à but non lucratif, aux entreprises et aux municipalités. La moitié des dépenses de support sont versées à des personnes.

Les dépenses de support s'établissent à 11 658,5 M\$ en 2007-2008, soit une croissance de 404,6 M\$ par rapport à 2006-2007, dont :

- Au portefeuille « Santé et Services sociaux », une augmentation de 187,7 M\$ essentiellement attribuable au programme d'assurance médicaments;
- Au portefeuille « Famille et Aînés », une augmentation de 82,3 M\$ résultant notamment de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre du personnel des services de garde;
- Au portefeuille « Développement économique, Innovation et Exportation », une hausse de 95,8 M\$ notamment par l'ajout de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, de la Stratégie pour le développement de toutes les régions et l'évolution des interventions financières administrées par Investissement Québec;
- Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », une hausse de 44,2 M\$ imputable notamment au programme d'aide financière aux études en hausse de 28,7 M\$ à la suite de l'augmentation du volume des bourses et de la révision des taux d'intérêt des prêts étudiants et de l'augmentation de la subvention pour le transport scolaire;
- Au portefeuille « Conseil exécutif », une croissance de 41,9 M\$ pour la réalisation des mesures prévues à la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 et pour la mise en œuvre du nouveau Fonds d'initiatives autochtones.



**Dépenses de support prévues en 2007-2008 par bénéficiaires**  
 (en millions de dollars)

	Transfert	Autres <sup>1</sup>	Total	
			M\$	%
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Établissements de santé et de services sociaux	238,8	-	<b>238,8</b>	2,0
Aide aux personnes	2 038,5	-	<b>2 038,5</b>	17,5
Autres bénéficiaires	566,8	1,7	<b>568,5</b>	4,9
	2 844,1	1,7	<b>2 845,8</b>	24,4
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Institutions d'enseignement	266,9	-	<b>266,9</b>	2,3
Aide aux personnes	366,2	-	<b>366,2</b>	3,1
Autres bénéficiaires	99,1	-	<b>99,1</b>	0,9
	732,2	-	<b>732,2</b>	6,3
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
Institutions d'enseignement	-	97,0	<b>97,0</b>	0,8
Aide aux personnes	2 808,6	373,0	<b>3 181,6</b>	27,3
Autres bénéficiaires	23,5	337,1	<b>360,6</b>	3,1
	2 832,1	807,1	<b>3 639,2</b>	31,2
<b>Autres</b>				
Aide aux entreprises	926,7	34,8	<b>961,5</b>	8,2
Aide aux municipalités	914,1	6,1	<b>920,2</b>	7,9
Aide aux personnes	335,2	-	<b>335,2</b>	2,9
Autres bénéficiaires	2 163,6	60,8	<b>2 224,4</b>	19,1
	4 339,6	101,7	<b>4 441,3</b>	38,1
<b>Total</b>	<b>10 748,0</b>	<b>910,5</b>	<b>11 658,5</b>	100,0
<b>Dépenses comparatives 2006-2007</b>	10 313,5	940,4	11 253,9	

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Support » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

## 7. Les dépenses relatives à la provision pour créances douteuses et autres

La variation de la provision pour créances douteuses ainsi que de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement représentent les dépenses de la supercatégorie « Créances douteuses et autres ». Pour l'exercice financier 2007-2008, ces dépenses s'élèvent à 520,7 M\$ comparativement à 626,7 M\$ pour 2006-2007.

Les dépenses liées à la variation de la provision pour créances douteuses totalisent 411,2 M\$ en 2007-2008, en baisse de 139,6 M\$ par rapport à l'exercice financier précédent. Cette provision vise à préserver les équilibres budgétaires du gouvernement en prévoyant les pertes probables à venir sur les créances régulières. Cette baisse est essentiellement attribuable au portefeuille « Revenu », dont la provision a été révisée à la hausse de 247,5 M\$ en 2006-2007. Cette provision fait l'objet d'une réévaluation annuelle.

Une hausse de 33,7 M\$ est prévue aux dépenses relatives à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement. Les dépenses de cette provision atteignent donc 109,5 M\$.

- Cette hausse se retrouve principalement au portefeuille « Développement économique, Innovation et Exportation » résultant de l'impact prévu du Programme de soutien à l'industrie forestière.

### Dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres en 2007-2008

(en millions de dollars)

	Créances douteuses	Pertes sur interventions financières garanties	Total
Développement économique, Innovation et Exportation	3,3	108,0	<b>111,3</b>
Éducation, Loisir et Sport	11,0	-	<b>11,0</b>
Revenu	383,1	-	<b>383,1</b>
Autres ministères	13,8	1,5	<b>15,3</b>
<b>Total</b>	<b>411,2</b>	<b>109,5</b>	<b>520,7</b>
<b>Dépenses comparatives 2006-2007</b>	550,9	75,8	626,7

## **Annexe 3.1**

### **Nature des catégories de dépenses considérées dans ce chapitre**

#### **Rémunération**

La rémunération englobe les salaires des professionnels de la santé et ceux des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation ainsi que de la fonction publique, les contributions d'employeur au titre des régimes de retraite ainsi que celles versées aux différents régimes étatiques établis et aux régimes d'assurance collective.

#### **Fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement et autres comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation. Sont incluses aussi les dépenses reliées à l'amortissement des immobilisations des ministères et organismes.

#### **Capital**

Les dépenses de capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.

Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les commissions scolaires, les cégeps, les universités, les établissements de santé et de services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.

Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par des emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.

#### **Intérêt**

Les dépenses d'intérêt comprennent les dépenses affectées au service de la dette subventionnée, prises en compte dans les dépenses de programmes, et les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.

### **Support**

Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement.

- Au portefeuille « Santé et Services sociaux », les programmes d'assistance maladie et d'assurance médicaments administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec ainsi que l'aide aux ressources de type familial, l'aide aux organismes communautaires et les subventions d'appoint du réseau de la santé et des services sociaux;
- Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », le programme d'aide au transport scolaire et le programme d'aide financière aux études;
- Au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale », les mesures d'aide financière et les mesures d'aide à l'emploi;
- Au portefeuille « Famille et Aînés », le soutien aux centres de la petite enfance et autres services de garde.

Dans les autres portefeuilles, elles comprennent des programmes tels que :

- Le programme d'aide au logement social et à l'amélioration de l'habitat géré par la Société d'habitation du Québec;
- Les programmes de compensations financières au ministère des Affaires municipales et des Régions;
- Les programmes de soutien financier aux agriculteurs et d'aide aux entreprises agroalimentaires au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- La Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 et le nouveau Fonds d'initiatives autochtones au ministère du Conseil exécutif;
- Le Programme d'aide stratégique à l'investissement (PASI), le programme d'aide à l'entrepreneuriat, le programme d'aide aux entreprises, le programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles, le programme de soutien à la recherche au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
- Les programmes d'aide aux municipalités pour le transport en commun au ministère des Transports.

## Annexe 3.2

## Répartition du Budget de dépenses 2007-2008 par grandes catégories (en millions de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement et autres <sup>1</sup>	Capital	Intérêt	Support	Total
Assemblée nationale	77,1	28,0	-	-	0,1	105,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	40,8	30,6	-	-	2,9	74,3
Affaires municipales et Régions	73,1	27,5	412,2	343,0	912,5	1 768,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	162,6	65,7	43,9	0,2	430,6	703,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	419,2	172,2	0,6	7,7	0,2	599,9
Conseil exécutif	56,7	44,8	9,5	6,8	198,6	316,4
Culture, Communications et Condition féminine	168,3	91,5	86,9	57,5	219,6	623,8
Développement durable, Environnement et Parcs	100,6	53,9	19,1	7,7	13,1	194,4
Développement économique, Innovation et Exportation	67,3	157,6	10,2	17,1	503,6	755,8
Éducation, Loisir et Sport	9 931,3	1 599,0	561,8	570,9	732,2	13 395,2
Emploi et Solidarité sociale	305,9	148,8	30,3	2,3	3 639,2	4 126,5
Famille et Aînés	75,3	37,2	10,3	5,8	1 675,0	1 803,6
Finances	63,1	92,6	-	-	4,2	159,9
Immigration et Communautés culturelles	58,0	23,4	-	-	29,9	111,3
Justice	334,8	190,9	0,5	-	109,7	635,9
Relations internationales	49,5	35,4	-	-	31,3	116,2
Ressources naturelles et Faune	215,6	137,8	12,4	21,2	61,9	448,9
Revenu	374,4	512,4	34,4	5,3	0,1	926,6
Santé et Services sociaux	16 460,7	3 894,2	350,7	291,8	2 845,8	23 843,2
Sécurité publique	629,4	313,0	5,8	0,3	43,3	991,8
Services gouvernementaux	10,7	72,6	-	-	0,3	83,6
Tourisme	40,2	43,7	11,8	19,3	25,7	140,7
Transports	271,2	520,4	687,8	417,0	178,4	2 074,8
Travail	21,3	10,1	-	-	0,3	31,7
Crédits périmés escomptés	-	(150,0)	-	-	-	(150,0)
Crédits reportés en 2008-2009	-	(78,8)	-	-	-	(78,8)
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>30 007,1</b>	<b>8 074,5</b>	<b>2 288,2</b>	<b>1 773,9</b>	<b>11 658,5</b>	<b>53 802,2</b>
Service de la dette gouvernementale	-	-	-	7 244,0	-	7 244,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>30 007,1</b>	<b>8 074,5</b>	<b>2 288,2</b>	<b>9 017,9</b>	<b>11 658,5</b>	<b>61 046,2</b>

<sup>1</sup> Incluant les dépenses relatives aux créances douteuses et autres, les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009.

## Annexe 3.3

## Répartition du Budget de dépenses 2007-2008 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Ministères	Établissements de santé et de services sociaux	Institutions d'enseignement	Personnes <sup>1</sup>	Municipalités	Entreprises	Autres <sup>2</sup>	Total
Assemblée nationale	105,1	-	-	-	-	-	0,1	105,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	71,5	-	-	-	-	-	2,8	74,3
Affaires municipales et Régions	73,8	0,4	20,2	146,5	1 205,4	8,5	313,5	1 768,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	171,6	-	4,0	-	-	449,9	77,5	703,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	576,1	1,5	22,1	-	-	-	0,2	599,9
Conseil exécutif	99,2	-	0,7	-	56,2	0,3	160,0	316,4
Culture, Communications et Condition féminine	74,1	-	2,0	12,1	61,1	46,1	428,4	623,8
Développement durable, Environnement et Parcs	154,4	-	0,3	-	13,0	-	26,7	194,4
Développement économique, Innovation et Exportation	203,1	61,5	84,4	28,2	13,2	159,8	205,6	755,8
Éducation, Loisir et Sport	172,3	2,6	12 734,5	366,2	1,4	-	118,2	13 395,2
Emploi et Solidarité sociale	476,9	-	97,0	3 181,6	-	74,6	296,4	4 126,5
Famille et Aînés	80,3	-	-	48,3	2,5	306,9	1 365,6	1 803,6
Finances	141,3	-	-	-	-	-	18,6	159,9
Immigration et Communautés culturelles	81,4	-	-	13,3	1,7	-	14,9	111,3
Justice	434,5	-	-	107,7	-	-	93,7	635,9
Relations internationales	83,9	-	1,3	2,1	-	-	28,9	116,2
Ressources naturelles et Faune	381,3	-	0,3	-	15,1	31,0	21,2	448,9
Revenu	926,5	-	-	-	-	-	0,1	926,6
Santé et Services sociaux	142,8	16 444,9	-	6 370,2	7,8	130,8	746,7	23 843,2
Sécurité publique	940,5	-	-	1,4	41,2	-	8,7	991,8
Services gouvernementaux	83,3	-	-	-	-	-	0,3	83,6
Tourisme	29,2	-	-	-	-	5,2	106,3	140,7
Transports	1 546,2	-	0,8	15,4	340,6	23,4	148,4	2 074,8
Travail	23,3	-	-	-	-	-	8,4	31,7
Crédits périmés escomptés	-	-	-	-	-	-	(150,0)	(150,0)
Crédits reportés en 2008-2009	-	-	-	-	-	-	(78,8)	(78,8)
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>7 072,6</b>	<b>16 510,9</b>	<b>12 967,6</b>	<b>10 293,0</b>	<b>1 759,2</b>	<b>1 236,5</b>	<b>3 962,4</b>	<b>53 802,2</b>

<sup>1</sup> Incluant l'aide aux personnes et les professionnels de la santé.<sup>2</sup> Incluant les organismes à but non lucratif, les entreprises d'État, les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009.

## CHAPITRE 4      L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

---

### EN BREF

En trois ans, l'effectif du secteur de la fonction publique a diminué de 3 430 ETC par rapport à un objectif de réduction de 3 246 ETC fixé au Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007. Cette baisse représente près de 5,0 % de l'effectif du secteur de la fonction publique.

Au cours des trois prochaines années, la réduction prévue s'établit à 3 800 ETC. À la fin de 2009-2010, la réduction de la taille de l'État devrait ainsi atteindre 7 230 ETC, représentant environ 10,0 % de l'effectif gouvernemental. La moitié de la cible de réduction de la taille de l'État, établi à 20,0 % d'ici 2013-2014, aura été atteinte.

---

Une définition du secteur de la fonction publique est disponible à l'annexe 4.1 et un lexique à l'annexe 4.2.

## 1. La réduction de la taille de l'État

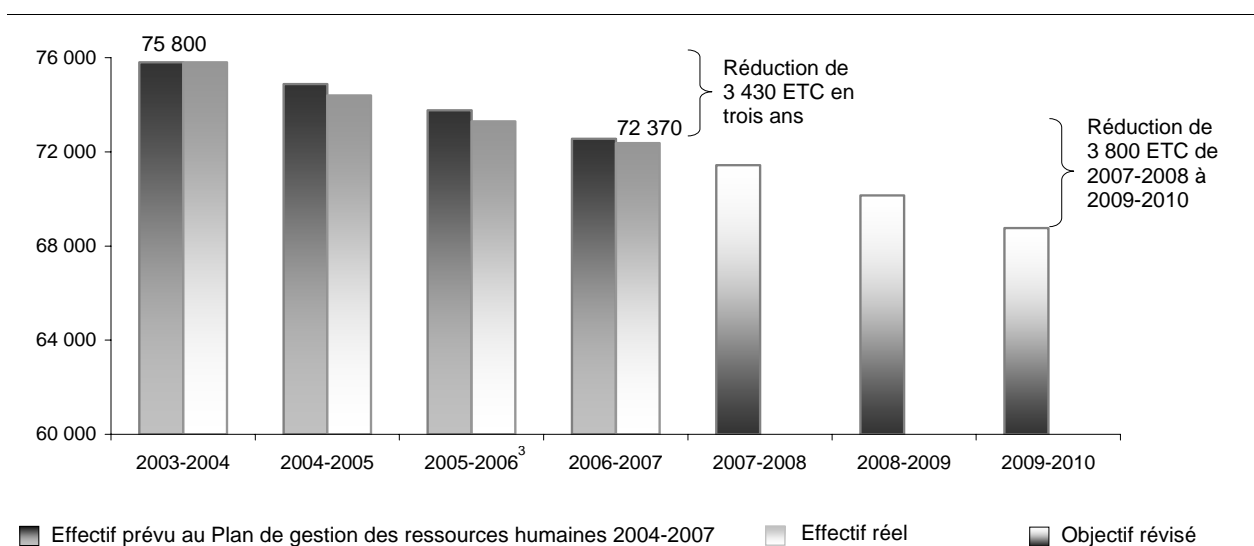
### Résultats 2006-2007

En 2006-2007, le gouvernement a poursuivi le non-remplacement de 50,0 % des départs à la retraite tel qu'annoncé au Plan de modernisation 2004-2007 et au Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007.

Ainsi, la réduction de l'effectif utilisé attribuable aux départs à la retraite et à d'autres efforts de la part des ministères et organismes s'élève à 920 ETC.

La réduction atteinte au cours des trois premières années d'application du plan de réduction de la taille de l'État s'établit à 3 430 ETC, soit 184 ETC de plus que l'objectif initial de 3 246 ETC fixé au Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007.

### Évolution de l'effectif utilisé<sup>1, 2</sup> (en ETC utilisé)



<sup>1</sup> Des tableaux détaillés présentés aux annexes 4.3 et 4.4 comprennent l'effectif utilisé au cours des dix derniers exercices financiers par rapport à l'enveloppe d'effectif total prévue.

<sup>2</sup> Données présentées sur base comparable afin de tenir compte des modifications aux conventions collectives qui affectent la comptabilisation de l'ETC.

<sup>3</sup> Ce niveau d'effectif exclut l'impact des journées de grève survenues au cours de l'exercice financier 2005-2006.



### Réduction prévue de 2007-2008 à 2009-2010

La prévision de réduction de l'effectif au cours des trois prochains exercices s'élève à 3 800 ETC. À la fin de l'exercice financier 2009-2010, la réduction de la taille de l'État devrait ainsi s'établir à 7 230 ETC, représentant 10,0 % de l'effectif gouvernemental. La moitié de la cible de réduction de 20,0 % d'ici 2013-2014 aura été atteinte.

La cible de réduction de l'effectif pour l'exercice financier 2007-2008 s'élève à 1 130 ETC.

## 2. Les variations à l'enveloppe d'effectif autorisé

À chaque exercice financier, le Conseil du trésor détermine une enveloppe d'effectif autorisé pour chacun des ministères et organismes budgétaires incluant, le cas échéant, les fonds spéciaux ainsi que les entreprises du gouvernement et les organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

### Ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008

Lors du dépôt du Budget de dépenses 2006-2007, l'enveloppe d'effectif total prévue des ministères et organismes pour l'exercice financier 2006-2007 s'élevait à 56 826 ETC. Cette enveloppe est révisée à la baisse de 72 ETC en raison notamment :

- D'une baisse de 199 ETC au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, à la suite du retrait du personnel du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, étant donné que cet organisme est devenu un organisme autre que budgétaire;
- D'une hausse de 96 ETC au ministère de la Sécurité publique résultant notamment de la poursuite de la mise en œuvre de la Loi sur le système correctionnel du Québec (L.R.Q., c. S-40.1);
- D'une hausse de 49 ETC au ministère du Revenu découlant essentiellement d'ajouts pour les ressources informationnelles.

L'enveloppe prévue pour l'exercice financier 2007-2008 s'élève à 55 905 ETC, en réduction de 849 ETC par rapport à 2006-2007, principalement à la suite du non-remplacement, en moyenne, d'un départ à la retraite sur deux survenu en 2006-2007.

**Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008<sup>1, 2</sup>**  
(en ETC)

Enveloppe prévue d'effectif total au Budget de dépenses 2006-2007	56 826
MOINS : Ajustements en cours d'exercice	(72)
Effectif total 2006-2007 apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008	56 754
MOINS : Départs à la retraite 2006-2007 et autres variations	(849)
<b>Enveloppe prévue d'effectif total en 2007-2008</b>	<b>55 905</b>

<sup>1</sup> La répartition par portefeuilles est présentée à l'annexe 4.5.

<sup>2</sup> Ces données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

**Entreprises du gouvernement et organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique**

L'enveloppe prévue d'effectif total des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires a augmenté au net de 130 ETC depuis le début de l'exercice financier 2006-2007. La poursuite du déploiement des activités de Services Québec avec un ajout de 214 ETC, principalement pour le centre de relation avec la clientèle, et du Centre de services partagés du Québec avec un ajout de 134 ETC, pour l'implantation de la Stratégie d'affaires à la gestion intégrée des ressources (SAGIR), entre autres, explique l'augmentation.

Ces augmentations sont compensées par une réduction totalisant 191 ETC découlant du non-remplacement, en moyenne, d'un départ à la retraite sur deux survenu en 2006-2007.

**Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique<sup>1, 2</sup>**  
(en ETC)

Enveloppe prévue d'effectif total pour les entreprises et les organismes autres que budgétaires au moment du dépôt du Budget de dépenses 2006-2007	15 229
PLUS : Variation en cours d'exercice	321
MOINS : Départs à la retraite 2006-2007	(191)
	130
<b>Enveloppe prévue d'effectif total en 2007-2008<sup>3</sup></b>	<b>15 359</b>

<sup>1</sup> La répartition par entreprises et organismes est présentée à l'annexe 4.6.

<sup>2</sup> Ces données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>3</sup> Cette donnée est estimative.

**Annexe 4.1****Effectif du secteur de la fonction publique**

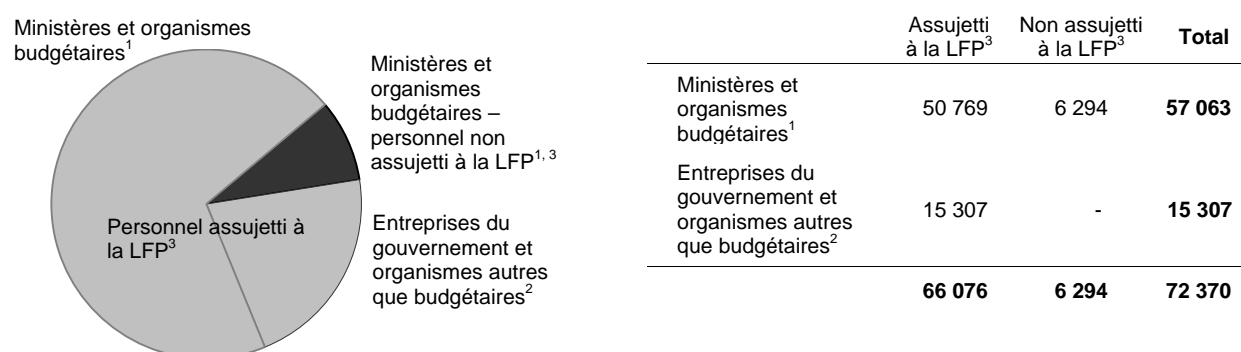
L'effectif du secteur de la fonction publique comprend le personnel des ministères, des organismes et des entreprises du gouvernement assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Il comprend également, pour certains organismes budgétaires, le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, tels que les policiers de la Sûreté du Québec, les juges, les substituts du Procureur général de même que le personnel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, du Conseil des services essentiels ainsi que du Protecteur du citoyen.

Les étudiants et stagiaires sont exclus de cet effectif.

**Répartition de l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique en 2006-2007**

(en ETC utilisé)



<sup>1</sup> L'effectif utilisé des ministères et organismes budgétaires inclut les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la T.P.S. du ministère du Revenu.

<sup>2</sup> Comprend les entreprises du gouvernement, les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire et les organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.

<sup>3</sup> Loi sur la fonction publique.

## Annexe 4.2

### Lexique

<b>Effectif utilisé :</b>	Nombre d'employés réguliers et occasionnels, exprimé en équivalent temps complet (ETC), ayant réellement été rémunérés.
<b>Enveloppe d'effectif total ou effectif total autorisé prévu :</b>	Nombre maximum d'employés permanents et occasionnels, exprimé en ETC, pouvant être rémunérés. Le Conseil du trésor fixe annuellement une enveloppe d'effectif autorisé par ministères, organismes et, le cas échéant, par fonds spéciaux.
<b>Équivalent temps complet (ETC) :</b>	<p>L'ETC représente le ratio entre la prestation de travail d'un employé au cours de l'année par rapport à celle d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.</p> <p>Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps complet et qui a travaillé toute l'année équivaut à 1. L'ETC d'une personne qui a travaillé à temps partiel, à temps réduit ou une partie de l'année seulement varie entre 0 et 1. Finalement, l'ETC d'une personne qui a été en congé sans solde durant une année entière est égal à 0.</p>

**Annexe 4.3****Évolution de l'effectif des ministères et organismes présentés au Budget de dépenses 2007-2008<sup>1</sup>**  
(en ETC)

	Effectif total autorisé prévu <sup>2</sup>		Effectif total utilisé prévu	
	Niveau	Variation	Niveau <sup>6</sup>	Variation
1996-1997	54 978	-	52 829	-
1997-1998	52 799	(2 179)	51 057	(1 772)
1998-1999	53 561	762	52 822	1 765
1999-2000	53 578	17	53 224	402
2000-2001	54 510	932	53 854	630
2001-2002 <sup>3</sup>	55 418	908	55 650	1 796
2002-2003 <sup>3</sup>	56 411	993	59 315	3 665
2003-2004 <sup>3</sup>	57 673	1 262	60 378	1 063
2004-2005 <sup>3</sup>	57 561	(112)	58 915	(1 463)
2005-2006 <sup>3</sup>	57 784	223	57 981 <sup>4</sup>	(934)
2006-2007 <sup>3</sup>	56 754 <sup>5</sup>	(1 030)	57 063	(918)

<sup>1</sup> Les données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>2</sup> L'effectif total autorisé prévu ne tient pas compte des ajouts d'effectif non récurrents qui ont été accordés au cours de l'exercice.

<sup>3</sup> L'écart entre l'effectif total utilisé et l'effectif total autorisé prévu provient essentiellement des ententes de gestion et de l'utilisation des marges de manœuvre.

<sup>4</sup> Ce niveau d'effectif exclut l'impact des journées de grève survenues au cours de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>5</sup> L'effectif total autorisé prévu correspond à l'effectif comparatif 2006-2007 apparaissant aux Volumes I et II du Budget de dépenses 2007-2008.

<sup>6</sup> Données présentées sur base comparable.

## Annexe 4.4

### Évolution de l'effectif des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique<sup>1</sup> (en ETC)

	Effectif total autorisé prévu <sup>2</sup>		Effectif total utilisé prévu	
	Niveau	Variation	Niveau <sup>5</sup>	Variation
1996-1997	13 298	-	12 938	-
1997-1998	12 864	(434)	12 721	(217)
1998-1999	12 868	4	12 867	146
1999-2000 <sup>3</sup>	13 287	419	13 447	580
2000-2001 <sup>3</sup>	13 550	263	13 871	424
2001-2002 <sup>3</sup>	13 681	131	14 223	352
2002-2003 <sup>3</sup>	14 436	755	14 725	502
2003-2004 <sup>3</sup>	14 949	513	15 422	697
2004-2005 <sup>3</sup>	15 245	296	15 485	63
2005-2006 <sup>3</sup>	15 250	5	15 309 <sup>4</sup>	(176)
2006-2007 <sup>3</sup>	15 229	(21)	15 307	(2)

<sup>1</sup> Les données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>2</sup> L'effectif total autorisé prévu ne tient pas compte des ajouts d'effectif non récurrents qui ont été accordés au cours de l'exercice.

<sup>3</sup> L'écart entre l'effectif total utilisé et l'effectif total autorisé prévu provient essentiellement des ententes de gestion, de l'utilisation des marges de manœuvre et de la mise en place d'unités autonomes de service.

<sup>4</sup> Ce niveau d'effectif exclut l'impact des journées de grève survenues au cours de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>5</sup> Données présentées sur base comparable.

## Annexe 4.5

**Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008<sup>1</sup>**  
(en ETC)

	Budget de dépenses 2006-2007 <sup>2</sup>	Variation	Effectif comparatif 2006-2007 <sup>2</sup>	Départs à la retraite 2006-2007	Autre variation	Budget de dépenses 2007-2008 <sup>3</sup>
Assemblée nationale	634	-	634	-	(10)	<b>624</b>
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	615	-	615	-	-	<b>615</b>
Affaires municipales et Régions	809	(1)	808	(11)	(14)	<b>783</b>
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 098	31	2 129	(45)	-	<b>2 084</b>
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	526	(31)	495	(6)	(16)	<b>473</b>
Conseil exécutif	712	-	712	(10)	-	<b>702</b>
Culture, Communications et Condition féminine	961	(197)	764	(20)	-	<b>744</b>
Développement durable, Environnement et Parcs	1 830	(24)	1 806	(25)	-	<b>1 781</b>
Développement économique, Innovation et Exportation	926	(1)	925	(22)	-	<b>903</b>
Éducation, Loisir et Sport	1 445	(1)	1 444	(28)	-	<b>1 416</b>
Emploi et Solidarité sociale	6 366	-	6 366	(150)	-	<b>6 216</b>
Famille et Aînés	995	26	1 021	(10)	16	<b>1 027</b>
Finances	780	1	781	(11)	-	<b>770</b>
Immigration et Communautés culturelles	983	1	984	(17)	2	<b>969</b>
Justice	4 021	6	4 027	(63)	-	<b>3 964</b>
Relations internationales	565	28	593	(12)	-	<b>581</b>
Ressources naturelles et Faune	4 330	21	4 351	(90)	-	<b>4 261</b>
Revenu	8 850	2	8 852	(123)	-	<b>8 729</b>
Santé et Services sociaux	987	5	992	(12)	(11)	<b>969</b>
Sécurité publique	11 364	92	11 456	(61)	46	<b>11 441</b>
Services gouvernementaux	345	(32)	313	(6)	-	<b>307</b>
Tourisme	335	(3)	332	(6)	-	<b>326</b>
Transports	6 117	5	6 122	(133)	(1)	<b>5 988</b>
Travail	232	-	232	(5)	5	<b>232</b>
<b>TOTAL</b>	<b>56 826</b>	<b>(72)</b>	<b>56 754</b>	<b>(866)</b>	<b>17</b>	<b>55 905</b>

<sup>1</sup> L'effectif comprend les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la T.P.S. du ministère du Revenu.

<sup>2</sup> Ces données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>3</sup> D'autres ajustements seront apportés à l'effectif autorisé des ministères et organismes au cours de 2007-2008 afin de refléter entièrement la cible de réduction de l'effectif.

## Annexe 4.6

**Variation à l'enveloppe d'effectif autorisé des entreprises du gouvernement et des organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique (en ETC)**

	Au dépôt du Budget de dépenses 2006-2007 <sup>1</sup>	Départs à la retraite 2006-2007	Variation	Au dépôt du Budget de dépenses 2007-2008
<b>Affaires municipales et Régions</b>				
Société d'habitation du Québec	359	(4)	1	<b>356</b>
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>				
Financière agricole du Québec	643	(6)	1	<b>638</b>
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>				
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	521	(6)	-	<b>515</b>
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>				
Régie du cinéma	51	-	-	<b>51</b>
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	235	(3)	(1)	<b>231</b>
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
Conseil de gestion de l'assurance parentale	13	-	-	<b>13</b>
Régie des rentes du Québec	1 186	(32)	-	<b>1 154</b>
<b>Finances</b>				
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	15	-	-	<b>15</b>
Institut de la statistique du Québec	242	(2)	-	<b>240</b>
<b>Justice</b>				
Office des professions du Québec	40	(1)	-	<b>39</b>
Tribunal administratif du Québec	270	(5)	-	<b>265</b>
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Régie de l'assurance maladie du Québec	1 478	(29)	16	<b>1 465</b>
<b>Services gouvernementaux</b>				
Centre de services partagés du Québec	1 129	(26)	138	<b>1 241</b>
Services Québec	295	(5)	214	<b>504</b>
<b>Transports</b>				
Société de l'assurance automobile du Québec	3 231	(52)	31	<b>3 210</b>
<b>Travail</b>				
Commissaire de l'industrie de la construction	11	-	-	<b>11</b>
Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) <sup>2</sup>	4 015	-	(95)	<b>3 920</b>
Commission des lésions professionnelles	437	(4)	-	<b>433</b>
Commission des normes du travail	521	(9)	11	<b>523</b>
Commission des relations du travail	120	-	5	<b>125</b>
Régie du bâtiment du Québec	417	(7)	-	<b>410</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 229</b>	<b>(191)</b>	<b>321</b>	<b>15 359</b>

<sup>1</sup> Ces données sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>2</sup> L'enveloppe d'effectif total prévue pour la CSST en 2007-2008 correspond à l'effectif utilisé en 2006-2007.



## CHAPITRE 5 LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2007-2008

---

### EN BREF

En 2007-2008, le total des investissements publics prévus est de 6 387,2 M\$, soit une hausse de près de 1,5 milliard de dollars par rapport à l'an dernier. Ces investissements se répartissent de la façon suivante :

- Les investissements en maintien d'actifs atteindront 2 657,6 M\$, soit une hausse de 649,3 M\$ par rapport à 2006-2007. Cette enveloppe inclut un montant de 1 150,0 M\$ pour la conservation et l'amélioration du réseau routier. Elle tient compte de l'augmentation de la valeur de remplacement des immeubles des réseaux de la santé et de l'éducation depuis la mise en œuvre de la politique de maintien d'actifs en 2004 et du remplacement graduel des équipements des réseaux. Globalement, les enveloppes allouées au maintien des actifs ont doublé depuis 2003-2004;
- Les investissements pour les projets de développement s'élèvent à 1 743,9 M\$ au cours des trois prochaines années, dont 462,6 M\$ en 2007-2008. À cela s'ajoute, au cours de cet exercice financier, des projets de développement de 550,0 M\$ à l'égard du réseau routier;
- Le parachèvement des projets prévus dans les réseaux, les municipalités et les autres institutions ainsi que ceux réalisés par les ministères et organismes et les fonds spéciaux, excluant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, s'élèvent à 2 717,0 M\$.

### Évolution des investissements publics

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Maintien d'actifs <sup>1</sup>	1 370,9	1 539,2	1 941,5	2 008,3	2 657,6
Projets de développement <sup>2</sup>	-	-	-	-	462,6
Développement du réseau routier	248,5	187,7	299,9	433,9	550,0
Parachèvement	2 546,1	2 601,9	2 460,0	2 451,1	2 717,0
<b>Total</b>	<b>4 165,5</b>	<b>4 328,8</b>	<b>4 701,4</b>	<b>4 893,3</b>	<b>6 387,2</b>

<sup>1</sup> Incluant les investissements pour la conservation et l'amélioration du réseau routier.

<sup>2</sup> Les projets de développement réalisés au cours des années 2003-2004 à 2006-2007 sont inclus dans les investissements à la rubrique parachèvement.

## 1. Les nouveaux investissements dans les infrastructures

Le gouvernement intensifiera en 2007-2008 les efforts visant à assurer le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques ainsi que la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissements.

### Priorité en maintien d'actifs

En 2007-2008, les investissements en maintien d'actifs s'élèvent à 2 657,6 M\$, soit une augmentation de 32,3 % par rapport à 2006-2007. De ce montant, 1 507,6 M\$ seront consacrés principalement au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'à ceux de l'éducation et 1 150,0 M\$ à la conservation et l'amélioration du réseau routier. Ces investissements se poursuivront en 2008-2009 et en 2009-2010.

En 2004, le gouvernement a annoncé une politique visant à assurer le maintien des actifs du gouvernement. Cette politique s'appuie sur des standards reconnus en Amérique du Nord, en consacrant au maintien des actifs une somme représentant 2,0 % de la valeur de remplacement des immeubles dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans le secteur de la santé, une somme correspondant à 1,0 % de la valeur de remplacement est ajoutée pour les travaux de rénovation fonctionnelle.

Des investissements additionnels sont également alloués à compter de 2007-2008 afin de permettre le remplacement sur une période de dix ans de l'ensemble des équipements médicaux. De même, des allocations spécifiques sont attribuées dans les réseaux de la santé et de l'éducation pour le remplacement et la modernisation des équipements informatiques.

Enfin, un plan quinquennal d'investissements visant la résorption des déficits d'entretien accumulés des infrastructures publiques sera déposé à l'automne 2007.

### Évolution des investissements en maintien d'actifs

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Établissements de santé et de services sociaux	204,0	323,4	409,2	458,5	620,5	677,5	740,0
Institutions d'enseignement	402,0	410,9	556,5	606,5	805,7	822,2	836,5
Transport en commun	78,4 <sup>1</sup>	46,2	43,4	44,9	41,4	40,1	32,1
Équipements culturels et patrimoine	6,2	10,0	32,3	32,3	40,0	40,0	40,0
Réseau routier	680,3	748,7	900,1	866,1	1 150,0	1 199,9	1 300,5
<b>Total</b>	<b>1 370,9</b>	<b>1 539,2</b>	<b>1 941,5</b>	<b>2 008,3</b>	<b>2 657,6</b>	<b>2 779,7</b>	<b>2 949,1</b>
Croissance	46,0	166,3	402,3	66,8	649,3	122,1	169,4
Croissance (en %)	7,1	12,3	26,1	3,4	32,3	4,6	6,1

<sup>1</sup> Les investissements en 2003-2004 incluent un montant ponctuel de 30,0 M\$ pour l'achat d'autobus à plancher bas.

## 2. Les projets de développement

La contribution du gouvernement à la mise en œuvre de projets prioritaires d'investissements publics totalisera 1 743,9 M\$, dont la majorité se réalisera au cours des trois prochaines années :

- 560,8 M\$ dans les infrastructures de transport en commun, incluant une enveloppe réservée de 120,6 M\$ pour le remplacement par l'Agence métropolitaine de transport des locomotives et des wagons de trains de banlieue et de 146,3 M\$ pour le projet Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais;
- 441,2 M\$ dans les établissements de santé et de services sociaux afin de procéder à l'ajout de lits dans les Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et de réaliser des projets de rénovations fonctionnelles majeures, de construction et de rénovation des établissements du réseau. Des investissements seront également réalisés afin d'améliorer les salles d'urgence et d'acquérir de nouveaux équipements médicaux, notamment en radio-oncologie et en cardiologie;
- 420,0 M\$ dans les infrastructures de recherche, incluant des projets retenus dans le cadre des programmes de la Fondation canadienne pour l'innovation et du Programme de soutien à la recherche. Ces investissements découlent de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation annoncée en décembre 2006;
- 227,3 M\$ dans les institutions d'enseignement, notamment pour l'ajout d'espaces en formation générale et professionnelle et la poursuite de la mise à jour des programmes en formation technique;
- 94,6 M\$ dans le secteur de la culture, notamment pour les sociétés d'État et le patrimoine religieux.

### Investissements publics pour des projets de développement

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	Total	Répartition par exercice financier			
		2007-2008	2008-2009	2009-2010	Années ultérieures
Transport en commun	<b>560,8</b>	66,1	119,6	318,4	56,7
Établissements de santé et de services sociaux	<b>441,2</b>	149,5	95,8	158,4	37,5
Infrastructures de recherche	<b>420,0</b>	129,6	95,2	195,2	0,0
Institutions d'enseignement	<b>227,3</b>	101,4	90,9	35,0	0,0
Équipements culturels et patrimoine	<b>94,6</b>	15,9	34,5	19,7	24,5
<b>Total</b>	<b>1 743,9</b>	<b>462,5</b>	<b>436,0</b>	<b>726,7</b>	<b>118,7</b>

### 3. Les investissements publics totaux prévus en 2007-2008

Le gouvernement a consacré au cours des quatre dernières années des investissements majeurs pour le maintien en bon état de ses actifs immobiliers, principalement dans les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et du réseau routier ainsi que pour le développement de nouvelles infrastructures et l'acquisition de nouveaux équipements.

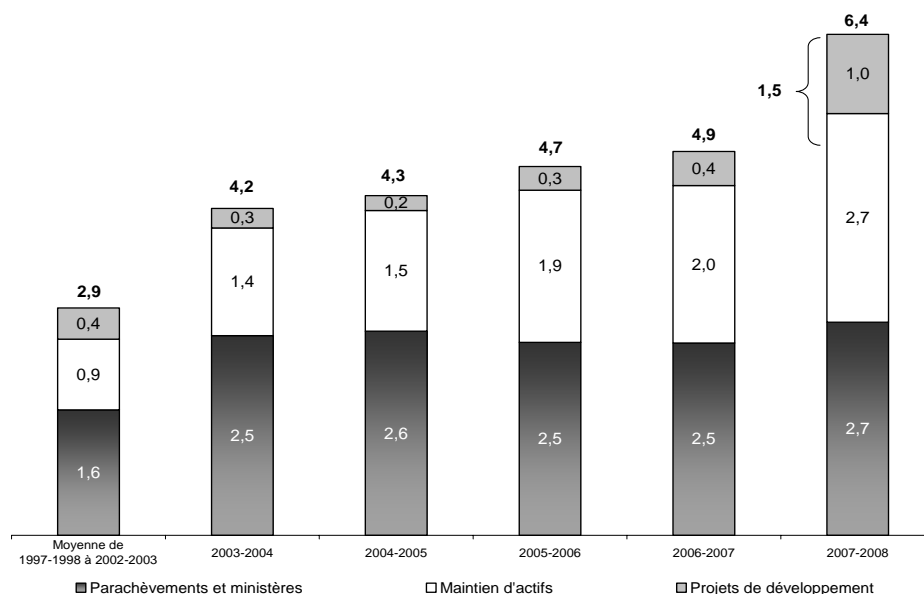
En 2007-2008, la priorité est mise sur l'intensification des budgets consacrés au maintien des actifs, la poursuite des priorités dans le secteur de la santé telles que l'amélioration des salles d'urgence et de nouveaux lits en CHSLD, le développement de nouvelles infrastructures pour le transport en commun et pour le secteur de la recherche. Ces investissements totalisent 6 387,2 M\$, soit plus du double du niveau moyen de 2 928,7 M\$ d'investissements réalisés entre 1997-1998 et 2002-2003.

Par rapport aux investissements de 4 893,3 M\$ réalisés en 2006-2007, il s'agit d'une hausse de 1 493,9 M\$. Cette augmentation s'explique par :

- La bonification de la politique de maintien d'actifs pour une somme de 649,3 M\$;
- La mise en œuvre de nouveaux projets de 578,7 M\$;
- Les parachèvements de 265,9 M\$ pour les projets des réseaux, des municipalités et des autres institutions ainsi que pour les ministères, organismes et autres fonds spéciaux.

#### Évolution des investissements publics en immobilisations

(contribution du gouvernement, en milliards de dollars)



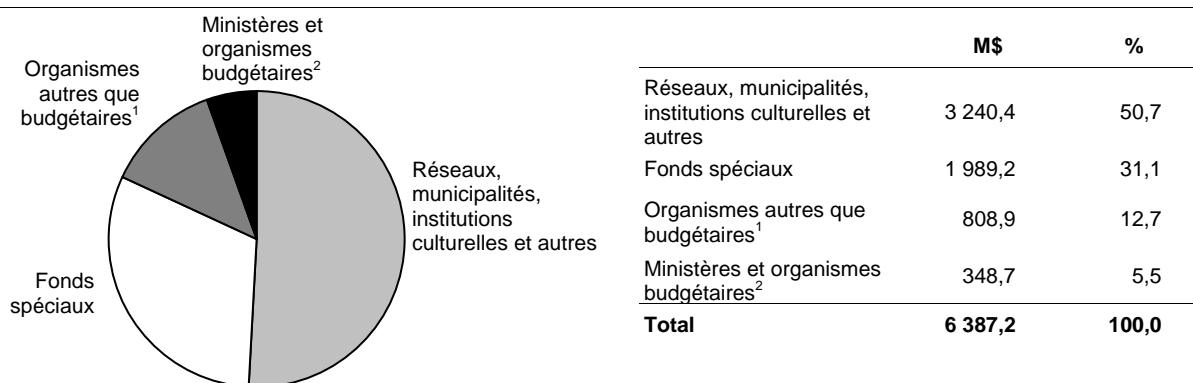
Les investissements prévus dans le réseau de la santé et des services sociaux, dans les réseaux de l'éducation ainsi que dans les municipalités, les institutions culturelles, les services de garde éducatifs, le transport en commun et le secteur de la recherche totalisent 3 240,4 M\$, soit 50,7% des investissements totaux.

Les investissements prévus dans les fonds spéciaux représentent 1 989,2 M\$, soit 31,1 %, dont 1 700,0 M\$ pour le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier. Les investissements des organismes autres que budgétaires s'élèvent à 808,9 M\$ ou 12,7 % et ceux des ministères à 348,7 M\$, soit 5,5 %.

L'évolution des investissements publics en immobilisations est présentée à l'annexe 5.1.

### Répartition des investissements publics prévus en 2007-2008

(contribution du gouvernement seulement)



<sup>1</sup> Les organismes autres que budgétaires sont des organismes publics dont la loi constitutive ne prévoit pas de crédits pour leur budget de fonctionnement.

<sup>2</sup> Les ministères et organismes budgétaires sont ceux dont les crédits de fonctionnement apparaissent au Budget de dépenses.

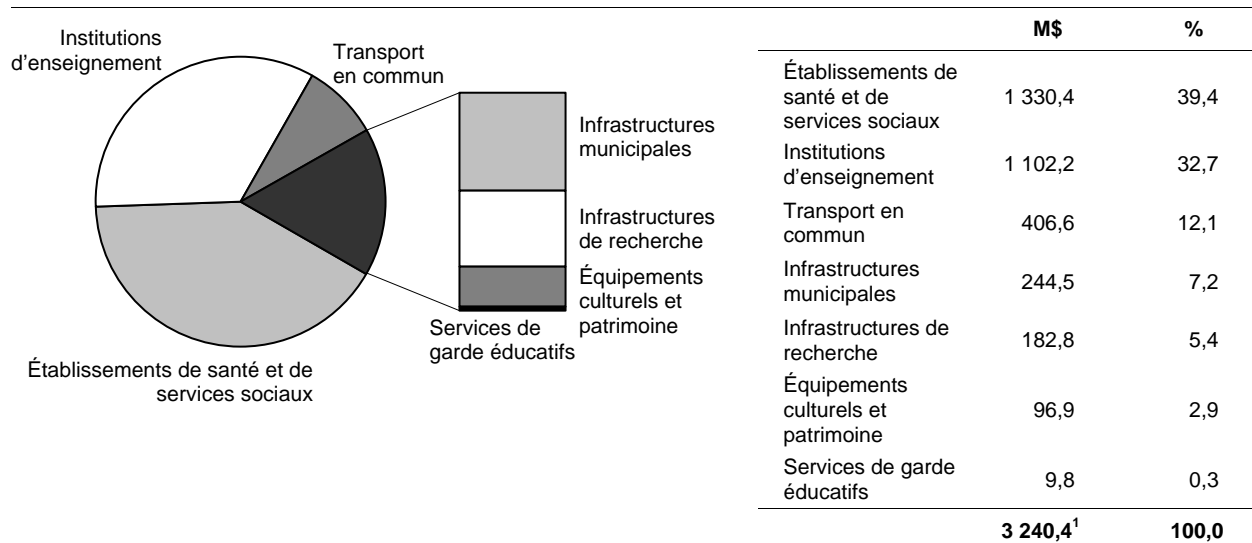
### Les investissements du gouvernement dans les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et autres

Les investissements prévus dans les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et les autres entités non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement s'élèvent à 3 240,4 M\$ en 2007-2008.

Ces investissements sont financés au moyen d'emprunts à long terme contractés par les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et les autres entités exclues du périmètre comptable du gouvernement. La contribution du gouvernement prend la forme d'une prise en charge totale ou partielle de leur service de la dette, répartie sur une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans.

## Investissements publics dans les réseaux, municipalités et autres institutions prévus en 2007-2008

(contribution du gouvernement seulement)



<sup>1</sup> Excluant des investissements de 132,8 M\$ au titre du transport en commun intégrés aux investissements de l'Agence métropolitaine de transport.

### Établissements de santé et de services sociaux

En 2007-2008, la prévision de l'ensemble des investissements dans ce secteur s'élève à 1 330,4 M\$. Par ailleurs, l'intensification des investissements en maintien d'actifs en porte le niveau à 620,5 M\$ en 2007-2008, une augmentation de 35,3 % par rapport à 2006-2007.

### Institutions d'enseignement

Les investissements prévus dans ce secteur s'élèvent à 1 102,2 M\$ en 2007-2008, comparativement à 925,7 M\$ en 2006-2007. Cette hausse de 176,5 M\$ s'explique principalement par l'effort additionnel consenti pour le maintien des actifs dont les investissements augmenteront de près de 33,0 %.

### Transport en commun

En 2007-2008, les investissements prévus dans ce secteur sont de 406,6 M\$, comparativement à 377,8 M\$ en 2006-2007. Cette augmentation de 28,8 M\$ s'explique, notamment par le coût des travaux de la phase 2 de la rénovation du métro de Montréal et par le projet Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais.

Ces prévisions excluent les investissements de l'Agence métropolitaine de transport dont il est question à la section portant sur les organismes autres que budgétaires.

Par ailleurs, la Société de financement des infrastructures locales du Québec finance des investissements de 315,2 M\$ en 2007-2008 au titre du transport en commun.

### **Infrastructures municipales**

En 2007-2008, les prévisions d'investissements s'élèvent à 244,5 M\$ par rapport à 159,3 M\$ en 2006-2007.

La Société de financement des infrastructures locales du Québec effectuera également des investissements de 209,9 M\$ à l'égard des infrastructures municipales au cours de l'année 2007.

### **Infrastructures de recherche**

Les investissements prévus en 2007-2008 s'élèvent à 182,8 M\$. Il s'agit principalement des débours découlant de l'annonce de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation qui prévoit un investissement de 420,0 M\$ sur trois ans pour appuyer le Programme de soutien à la recherche et les projets en cofinancement avec la Fondation canadienne pour l'innovation.

### **Équipements culturels et patrimoine**

Les investissements prévus en 2007-2008 sont évalués à 96,9 M\$. Une somme de 15,0 M\$ est allouée à la Politique de la lecture et du livre. De plus, les débours prévus pour les équipements culturels et le patrimoine religieux sont inclus.

### **Services de garde éducatifs**

En 2007-2008, le gouvernement termine le développement de nouvelles places en services de garde éducatifs avec des investissements de 9,8 M\$ dans ce secteur.

Ces investissements permettront de compléter le développement de 200 000 places dans les services de garde à contribution réduite et d'appuyer les partenaires de ce secteur au chapitre de leurs investissements.

### Investissements publics dans les réseaux, municipalités et autres institutions

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	Débours prévus 2007-2008	Débours probables 2006-2007	Variation
<b>Établissements de santé et de services sociaux</b>			
Maintien d'actifs	620,5	458,5	162,0
Projets de développement	709,9	600,8	109,1
	1 330,4	1 059,3	271,1
<b>Institutions d'enseignement</b>			
Maintien d'actifs	805,7	606,5	199,2
Projets de développement	296,5	319,2	(22,7)
	1 102,2	925,7	176,5
<b>Transport en commun</b>			
Maintien d'actifs	41,4	44,9	(3,5)
Projets de développement	365,2	332,9	32,3
	406,6	377,8	28,8
<b>Infrastructures municipales</b>			
Projets de développement	244,5	159,3	85,2
<b>Infrastructures de recherche</b>			
Projets de développement	182,8	8,2	174,6
<b>Équipements culturels et patrimoine</b>			
Maintien d'actifs	15,0	15,0	0,0
Projets de développement	81,9	33,9	48,0
	96,9	48,9	48,0
<b>Services de garde éducatifs</b>			
Projets de développement	9,8	27,7	(17,9)
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>3 240,4</b>	<b>2 439,4</b>	<b>801,0</b>

<sup>1</sup> Excluant des investissements de 132,8 M\$ et de 167,5 M\$ respectivement en 2007-2008 et en 2006-2007 au titre du transport en commun intégrés aux investissements de l'Agence métropolitaine de transport.

### Les investissements publics des fonds spéciaux

Les investissements prévus des fonds spéciaux totalisent 1 989,2 M\$ en 2007-2008, comparativement à 1 615,0 M\$ en 2006-2007, une variation de 374,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent.

- Le gouvernement a procédé à un important redressement du budget consacré au réseau routier. En janvier dernier, le gouvernement a annoncé une enveloppe d'investissements de 7,9 milliards de dollars d'ici 2010-2011, soit en moyenne près de 2,0 milliards de dollars par année, ce qui correspond à près du triple de ce qui a été investi durant les années 90.



Près de 65,0 % de cette enveloppe seront consacrés à la conservation et à l'amélioration du réseau routier;

- En 2007-2008, les investissements prévus par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier s'élèvent à 1 700,0 M\$ comparativement à 1 300,0 M\$ en 2006-2007;
  - 1 150,0 M\$ seront consacrés à la conservation des chaussées et des structures ainsi qu'à l'amélioration du réseau, notamment au chapitre de la sécurité, et 550,0 M\$ au développement du réseau routier se traduisant par des travaux majeurs tels que les autoroutes 20 et 50 et les routes 175 et 185.
- En ce qui concerne les fonds des technologies de l'information, le niveau prévu de leurs investissements en 2007-2008 s'élève à 136,8 M\$, une augmentation de 26,8 M\$ par rapport à 2006-2007 qui résulte du projet de refonte des systèmes de l'impôt des particuliers;
- Les investissements du Fonds d'information foncière s'élèvent à 39,0 M\$, un niveau sensiblement équivalent à celui de 2006-2007;
- Les investissements des autres fonds spéciaux totalisent 113,4 M\$, ce qui représente une diminution de 54,4 M\$ par rapport à ceux de 2006-2007.

### Investissements publics dans les fonds spéciaux

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	<b>Débours prévus 2007-2008</b>	Débours probables 2006-2007	Variation
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier <sup>1</sup>	1 700,0	1 300,0	400,0
Fonds des technologies de l'information	136,8	110,0	26,8
Fonds d'information foncière	39,0	37,2	1,8
Autres fonds spéciaux	113,4	167,8	(54,4)
<b>Total</b>	<b>1 989,2</b>	<b>1 615,0</b>	<b>374,2</b>

<sup>1</sup> Le montant total d'investissements du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier pour l'année 2007-2008 inclut des dépenses de nature non capitalisable de 105,4 M\$. Celui de 1 300,0 M\$ en 2006-2007 inclut des dépenses de nature non capitalisable de 100,7 M\$. En incluant la contribution des partenaires, les investissements totaux s'élèveraient à 1 709,2 M\$ et à 1 384,6 M\$ respectivement en 2007-2008 et en 2006-2007.

## La contribution du gouvernement aux investissements publics des organismes autres que budgétaires

Les prévisions d'investissements des organismes autres que budgétaires totalisent 808,9 M\$ en 2007-2008 comparativement à 525,4 M\$ en 2006-2007, soit une hausse de 283,5 M\$.

Une augmentation importante des investissements de l'Agence métropolitaine de transport dans les équipements et les infrastructures lourdes des trains de banlieue explique la hausse de près de 33,0 % de ses investissements par rapport à l'an dernier. En ce qui concerne la Société immobilière du Québec, les projets de réfection de l'édifice Marie-Guyart à Québec, du centre de détention Bordeaux à Montréal et de quatre palais de justice expliquent la hausse prévue des investissements.

Les projets de Réseau national intégré de radiocommunication et de Stratégie d'affaires à la gestion intégrée des ressources (SAGIR) du Centre de services partagés du Québec nécessitent une augmentation des investissements de 73,4 M\$ en 2007-2008. Finalement, à la Régie de l'assurance maladie du Québec, le plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux explique en bonne partie la hausse de 70,0 M\$ de ses investissements en 2007-2008.

### Investissements des organismes autres que budgétaires (en millions de dollars)

	<b>Débours prévus 2007-2008</b>	Débours probables 2006-2007	Variation
Agence métropolitaine de transport	229,9	173,4	56,5
Société immobilière du Québec	193,8	158,4	35,4
Centre de services partagés du Québec	134,5	61,1	73,4
Régie de l'assurance maladie du Québec	90,0	20,0	70,0
Autres organismes	160,7	112,5	48,2
<b>Total</b>	<b>808,9</b>	<b>525,4</b>	<b>283,5</b>

## Les investissements publics dans les ministères

Les prévisions d'investissements publics dans les ministères atteignent 348,7 M\$ en 2007-2008, comparativement à 313,5 M\$ en 2006-2007 :

- Sécurité publique : des investissements de 61,3 M\$ découlant principalement du développement du système intégré de radiocommunication policière et de photographie signalétique;
- Transports : un budget d'investissements de 43,8 M\$ principalement pour l'acquisition de matériel et d'équipements;

- Éducation, Loisir et Sport : des investissements de 31,0 M\$ notamment consacrés à des projets en ressources informationnelles;
- Ressources naturelles et Faune : des investissements de 30,5 M\$ notamment affectés au maintien des actifs;
- Développement durable, Environnement et Parcs : des investissements de 24,8 M\$, principalement pour des travaux de réfection des barrages publics;
- Justice : des investissements de 23,1 M\$ sont attribuables principalement au développement de projets reliés au gouvernement en ligne.

### Investissements publics des ministères

(en millions de dollars)

	<b>Débours Prévus 2007-2008</b>	Débours Probables 2006-2007	Variation
Sécurité publique	61,3	31,9	29,4
Transports	43,8	45,4	(1,6)
Éducation, Loisir et Sport	31,0	31,6	(0,6)
Ressources naturelles et Faune	30,5	30,5	-
Développement durable, Environnement et Parcs	24,8	24,2	0,6
Justice	23,1	17,8	5,3
Autres ministères	134,2	132,1	2,1
<b>Total</b>	<b>348,7</b>	<b>313,5</b>	<b>35,2</b>

## Annexe 5.1

### Évolution des investissements publics

Les investissements publics prévus en 2007-2008 s'élèvent à 6 387,2 M\$ par rapport à des investissements de 4 893,3 M\$ en 2006-2007. Il s'agit d'une hausse de 1 493,9 M\$ des investissements publics qui s'explique par :

- La bonification de la politique de maintien d'actifs pour une somme de 649,3 M\$;
- La mise en œuvre de nouveaux projets de 578,7 M\$;
- Les parachèvements prévus de 265,9 M\$ pour les projets des réseaux, des municipalités et des autres institutions ainsi que pour les ministères, organismes et autres fonds spéciaux.

### Évolution des investissements publics

(contribution du gouvernement seulement, en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Réseaux, municipalités, institutions culturelles et autres	2 181,9	2 290,4	2 408,9	2 439,4	3 240,4
Fonds spéciaux <sup>1</sup>	1 228,6	1 259,5	1 414,1	1 615,0	1 989,2
Organismes autres que budgétaires	420,5	472,6	590,9	525,4	808,9
Ministères	334,5	306,3	328,9	313,5	348,7
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>4 165,5</b>	<b>4 328,8</b>	<b>4 742,8</b>	<b>4 893,3</b>	<b>6 387,2</b>

<sup>1</sup> Ces investissements incluent les dépenses de nature non capitalisable du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

## CHAPITRE 6 LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

---

### EN BREF

Les dépenses totales du gouvernement pour l'exercice financier 2007-2008 s'établissent, avant la consolidation, à 61 046,2 M\$.

La consolidation des entités consolidées, soit les dépenses des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des comptes à fin déterminée a pour effet d'augmenter de 4 222,2 M\$ les dépenses du gouvernement, pour des dépenses totales consolidées de 65 268,4 M\$.

Une fois considérés les revenus consolidés de 4 251,9 M\$, la consolidation des résultats des entités consolidées a un impact net positif de 29,7 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement pour l'exercice financier 2007-2008.

## 1. Les dépenses consolidées du gouvernement

Les dépenses consolidées du gouvernement totalisent 65 268,4 M\$ en 2007-2008. Elles comprennent les dépenses de programmes et le service de la dette, de même que l'impact de la consolidation des dépenses des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux ainsi que des comptes à fin déterminée.

L'impact de la consolidation des dépenses des entités consolidées s'élève en 2007-2008 à 4 222,2 M\$, dont 3 675,2 M\$ découlant de la consolidation des dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux et 547,0 M\$ résultant des dépenses effectuées à partir des comptes à fin déterminée.

Les dépenses consolidées du gouvernement pour l'exercice financier 2007-2008 sont plus élevées de 2 834,5 M\$ que celles prévues pour 2006-2007. Cette hausse résulte de l'augmentation :

- De 2 033,2 M\$ pour les dépenses de programmes;
- De 277,0 M\$ pour le service de la dette;
- De 443,3 M\$ des dépenses consolidées des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux;
- De 81,0 M\$ des dépenses consolidées des comptes à fin déterminée.

### Dépenses du gouvernement (en millions de dollars)

	2007-2008	2006-2007	Variation
Dépenses de programmes	53 802,2	51 769,0	2 033,2
Service de la dette	7 244,0	6 967,0	277,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>61 046,2</b>	<b>58 736,0</b>	<b>2 310,2</b>
Dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux	3 675,2	3 231,9	443,3
Dépenses des comptes à fin déterminée	547,0	466,0	81,0
<b>Impact total de la consolidation<sup>1</sup></b>	<b>4 222,2</b>	<b>3 697,9</b>	<b>524,3</b>
<b>Dépenses consolidées</b>	<b>65 268,4</b>	<b>62 433,9</b>	<b>2 834,5</b>

<sup>1</sup> Les principales conventions comptables du gouvernement relatives à la consolidation des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des comptes à fin déterminée sont présentées à l'annexe 6.1.

## 2. L'évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2006-2007

Depuis le dépôt du Budget de dépenses 2006-2007, les résultats prévus avant les ajustements de la consolidation, qui visent principalement à éviter un double compte entre les dépenses des entités consolidées et celles des ministères et des organismes, se sont améliorés de 189,2 M\$, passant d'un déficit prévu de 128,9 M\$ à un surplus anticipé de 60,3 M\$.

La révision à la hausse des résultats nets des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux totalise 150,0 M\$.

Cette amélioration des résultats s'explique notamment par les facteurs suivants :

- 31,0 M\$ au Fonds d'information foncière découlant principalement d'un niveau soutenu de l'activité immobilière depuis le début de l'exercice qui a généré des revenus additionnels, ainsi que d'une révision à la baisse des dépenses d'amortissement et de fonctionnement liées à la réforme du cadastre;
- 20,4 M\$ au Fonds spécial olympique qui s'explique principalement par le fait que depuis novembre 2006, la dette sur les installations olympiques est totalement remboursée. Depuis cette date, la partie des revenus provenant de la taxe de vente sur le tabac dédiés à cette fin continue à être versée à ce Fonds. Des modifications législatives sont prévues afin de fermer le Fonds, ainsi les sommes prévues seront dorénavant versées au fonds consolidé du revenu;
- 35,8 M\$ au Fonds de développement du marché du travail résultant d'une amélioration générale de la situation budgétaire attribuable principalement à la cédule de versements prévue à l'égard de l'aide aux travailleurs forestiers;
- 35,0 M\$ à la Société de financement des infrastructures locales du Québec en raison de la révision du calendrier de réalisation des travaux et de versement des subventions en transport en commun.

En ce qui concerne les comptes à fin déterminée, les résultats anticipés en 2006-2007 présentent un déficit de 10,8 M\$ comparativement à un déficit prévu de 50,0 M\$ au début de l'exercice financier 2006-2007, ce qui représente une amélioration de 39,2 M\$. Cette variation s'explique essentiellement par le fait que les résultats avant les ajustements de la consolidation des comptes à fin déterminée sont présentés sur une base de caisse, ce qui génère des fluctuations importantes résultant des entrées et des sorties de fonds. Les ajustements de consolidation ont pour effet de ramener les comptes à fin déterminée à l'équilibre budgétaire.

Les résultats nets prévus, après les ajustements de la consolidation, sont de 260,2 M\$ comparativement à la prévision de 177,0 M\$ présentée au Budget de dépenses 2006-2007, soit une variation nette de 83,2 M\$.

### Évolution de la prévision des résultats des entités consolidées

(en millions de dollars)

	2006-2007		Variation
	Prévisions révisées	Budget de dépenses	
Fonds spéciaux	129,9	(1,2)	131,1
Organismes autres que budgétaires	(58,8)	(77,7)	18,9
<b>Sous-total</b>	<b>71,1</b>	<b>(78,9)</b>	<b>150,0</b>
Comptes à fin déterminée	(10,8)	(50,0)	39,2
<b>Total avant consolidation</b>	<b>60,3</b>	<b>(128,9)</b>	<b>189,2</b>
Ajustements de la consolidation	199,9	305,9	(106,0)
<b>Impact de la consolidation</b>	<b>260,2</b>	<b>177,0</b>	<b>83,2</b>

### 3. L'impact de la consolidation des revenus et des dépenses des entités consolidées en 2007-2008

Les revenus et les dépenses bruts des entités consolidées en 2007-2008 s'élèvent respectivement à 21 268,8 M\$ et 21 587,9 M\$ avant les ajustements de la consolidation. Après ajustements, l'impact de ceux-ci sur les revenus et sur les dépenses du gouvernement en 2007-2008 s'élève respectivement à 4 251,9 M\$ et 4 222,2 M\$.

L'impact net de la consolidation des résultats des entités consolidées sur les résultats du gouvernement s'établit globalement à 29,7 M\$ en 2007-2008, comparativement à 260,2 M\$ pour 2006-2007, une révision à la baisse de 230,5 M\$.

#### Impact en 2007-2008 de la consolidation des entités consolidées sur les résultats du gouvernement

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats probables	
Fonds spéciaux	7 192,2	7 191,8	0,4	129,9	(129,5)
Organismes autres que budgétaires	12 798,5	13 054,9	(256,4)	(58,8)	(197,6)
Comptes à fin déterminée	1 278,1	1 341,2	(63,1)	(10,8)	(52,3)
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>21 268,8</b>	<b>21 587,9</b>	<b>(319,1)</b>	<b>60,3</b>	<b>(379,4)</b>
Ajustements de la consolidation	(17 016,9)	(17 365,7)	348,8	199,9	148,9
<b>Impact de la consolidation</b>	<b>4 251,9</b>	<b>4 222,2</b>	<b>29,7</b>	<b>260,2</b>	<b>(230,5)</b>



Les changements survenus dans les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les comptes à fin déterminée sont présentés à l'annexe 6.2.

Les résultats des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des comptes à fin déterminée sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

#### 4. Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2007-2008

Les résultats prévus des organismes autres que budgétaires, avant les ajustements de la consolidation, affichent un déficit de 256,4 M\$ en 2007-2008, comparativement à un déficit de 58,8 M\$ en 2006-2007, une variation à la baisse de 197,6 M\$.

Cette variation s'explique principalement par la détérioration prévue de 126,7 M\$ à la Financière agricole du Québec, qui prévoit un déficit de 255,1 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008 comparativement à un déficit de 128,4 M\$ au cours de l'exercice précédent.

Ce résultat à la Financière agricole du Québec est essentiellement attribuable à la réduction prévue de 146,4 M\$ des transferts du gouvernement du Canada selon les ententes fédérales-provinciales en vigueur. Toutefois, cette prévision ne tient pas compte des montants additionnels récemment annoncés par le gouvernement fédéral, qui a prévu allouer un milliard de dollars à l'échelle canadienne afin d'améliorer les programmes de soutien du revenu agricole. La quote-part du Québec reste à déterminer.

##### Résultats en 2007-2008 des organismes autres que budgétaires<sup>1</sup>

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007	
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats probables	Variation
Financière agricole du Québec	497,1	752,2	(255,1)	(128,4)	(126,7)
Autres organismes	12 301,4	12 302,7	(1,3)	69,6	(70,9)
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>12 798,5</b>	<b>13 054,9</b>	<b>(256,4)</b>	<b>(58,8)</b>	<b>(197,6)</b>

<sup>1</sup> Les résultats des organismes autres que budgétaires sont présentés à l'annexe 6.3.

## 5. Les résultats des fonds spéciaux en 2007-2008

Les fonds spéciaux présentent un surplus de 0,4 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008 comparativement à un surplus de 129,9 M\$ en 2006-2007, soit une variation à la baisse de 129,5 M\$. Cette variation s'explique principalement par le fait que trois fonds ont enregistré un surplus en 2006-2007 alors qu'ils prévoient des résultats moindres en 2007-2008, soit :

- Le Fonds d'information foncière, qui prévoit un surplus de 6,2 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008 comparativement à un surplus de 39,4 M\$ en 2006-2007, soit une variation à la baisse de 33,2 M\$. La diminution de l'excédent du Fonds d'information foncière en 2007-2008 s'explique par la baisse anticipée des revenus tirés de l'activité immobilière qui devrait générer des revenus moindres ainsi que par l'accroissement des dépenses résultant de la hausse du coût des services professionnels et des dépenses d'amortissement liées à la réforme du cadastre québécois;
- Le Fonds de développement du marché du travail, qui prévoit un déficit de 33,7 M\$ en 2007-2008 comparativement à un surplus de 20,8 M\$ en 2006-2007, une variation à la baisse de 54,5 M\$. Cet écart est principalement attribuable à la cédule de versements prévue à l'égard de l'aide aux travailleurs forestiers;
- Le Fonds spécial olympique, qui ne présente aucun résultat en 2007-2008 comparativement à un surplus de 20,4 M\$ en 2006-2007. L'absence de résultats en 2007-2008 s'explique par des modifications législatives qui devraient être adoptées au printemps 2007 pour fermer le fonds.

### Résultats en 2007-2008 des fonds spéciaux<sup>1</sup>

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats probables	
Fonds d'information foncière	109,2	103,0	6,2	39,4	(33,2)
Fonds de développement du marché du travail	970,5	1 004,2	(33,7)	20,8	(54,5)
Fonds spécial olympique	-	-	-	20,4	(20,4)
Autres fonds spéciaux	6 112,5	6 084,6	27,9	49,3	(21,4)
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>7 192,2</b>	<b>7 191,8</b>	<b>0,4</b>	<b>129,9</b>	<b>(129,5)</b>

<sup>1</sup> Les résultats des fonds spéciaux sont présentés à l'annexe 6.4.

## 6. Les résultats des comptes à fin déterminée en 2007-2008

Les résultats des comptes à fin déterminée avant les ajustements de la consolidation sont présentés sur une base de caisse, ce qui peut générer des fluctuations importantes en fonction des entrées et des sorties de fonds. Les ajustements de la consolidation ont principalement pour effet d'ajuster ces résultats afin qu'ils soient présentés sur une base d'exercice.

Les comptes à fin déterminée présentent un déficit de 63,1 M\$ pour l'exercice financier 2007-2008 comparativement à un déficit de 10,8 M\$ en 2006-2007, une variation à la baisse de 52,3 M\$.

Cet écart s'explique principalement par le fait que deux comptes qui ont enregistré un surplus en 2006-2007 prévoient plutôt un déficit en 2007-2008 :

- Le compte à fin déterminée pour la Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux prévoit un déficit de 38,7 M\$ en 2007-2008 par rapport à un léger surplus de 0,1 M\$ en 2006-2007. Le déficit prévu en 2007-2008 est dû au décalage entre le moment où le déboursé est encouru par le Québec et celui où le gouvernement fédéral rembourse sa part;
- Le compte à fin déterminée pour l'Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde prévoit un déficit de 3,7 M\$ en 2007-2008 et un surplus de 11,1 M\$ en 2006-2007. Cette variation s'explique essentiellement par le report de projets qui ont fait l'objet d'engagements mais n'ont pu être réalisés en 2006-2007.

### Résultats en 2007-2008 des comptes à fin déterminée<sup>1, 2</sup> (en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats probables	
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	35,9	74,6	(38,7)	0,1	(38,8)
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	25,7	29,4	(3,7)	11,1	(14,8)
Autres comptes à fin déterminée	1 216,5	1 237,2	(20,7)	(22,0)	1,3
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>1 278,1</b>	<b>1 341,2</b>	<b>(63,1)</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(52,3)</b>

<sup>1</sup> Les ajustements de la consolidation ont pour effet de ramener les comptes à fin déterminée à l'équilibre budgétaire.

<sup>2</sup> Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés à l'annexe 6.5.

## Annexe 6.1

### Le périmètre comptable du gouvernement

Les dépenses consolidées du gouvernement comprennent, en plus des dépenses de programmes et celles du service de la dette, les dépenses effectuées par les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les comptes à fin déterminée.

Les dépenses des entités consolidées sont ajoutées à celles du gouvernement, après élimination des opérations interentités et après harmonisation des conventions comptables, lorsqu'il y a lieu.

Ces ajustements sont de deux ordres :

- Le premier consiste à éliminer les opérations conclues interentités. Ces éliminations sont nécessaires pour ne pas comptabiliser deux fois la même dépense lors de la consolidation;
- Le deuxième type d'ajustement résulte de l'harmonisation des conventions comptables des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux avec celles du gouvernement.

La consolidation vise à regrouper toutes les opérations et les ressources financières dont le gouvernement est responsable. Ce regroupement permet de fournir un portrait financier global du gouvernement.

Le périmètre comptable du gouvernement englobe non seulement les ministères et les organismes dirigés par un ministre et dont le budget est financé par des crédits alloués par l'Assemblée nationale, mais aussi l'ensemble des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux, des comptes à fin déterminée et des entreprises qui appartiennent au gouvernement ou qui sont sous son contrôle.

Deux méthodes de consolidation sont utilisées selon la nature des entités visées :

- La première méthode, soit la consolidation intégrale, consiste à additionner, ligne par ligne, les comptes des ministères, des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des comptes à fin déterminée. Elle intègre donc aux états financiers du gouvernement leurs opérations financières, telles les dépenses et la dette des organismes. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant aux annexes 6.3, 6.4 et 6.5.
- La seconde, soit la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, s'applique aux entreprises du gouvernement. Elle consiste à ajouter aux revenus du gouvernement les résultats nets de ces entreprises, c'est-à-dire leur surplus ou leur déficit. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant à l'annexe 6.6.

## Méthode de consolidation intégrale

Parmi les entités consolidées ligne par ligne, il faut distinguer trois groupes : les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les comptes à fin déterminée.

Le gouvernement a créé différents types d'organismes pour la mise en œuvre de ses politiques et pour fournir certains services à la population. Bien qu'ils soient variés par leur taille ou leur statut, ces organismes, comme les régies, les commissions et les sociétés, ont pour trait commun une plus grande autonomie par rapport aux ministères. Les pouvoirs délégués à leur direction en vertu de la législation sont plus étendus en matière de finances et de fonctionnement. Ces organismes disposent de plus de latitude pour établir leurs systèmes et pratiques. Ils peuvent aussi recourir à des sources de financement extérieures au gouvernement. Cependant, ils relèvent de l'autorité d'un ministre à qui ils doivent rendre compte de l'ensemble de leur gestion financière.

Les fonds spéciaux, pour leur part, constituent des outils de gestion financière permettant, dans certaines situations, d'administrer les ressources allouées selon un mode de gestion différent de celui des ministères. Certains fonds produisent et fournissent des biens ou des services et tirent, en tout ou en partie, leur financement de la vente de ces biens et services.

- Les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux dépendent des ministères pour leur financement. C'est pourquoi la budgétisation et la gestion des enveloppes ministérielles tiennent compte à la fois des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et du ministère d'un même portefeuille. Plus précisément, les enveloppes ministérielles se composent :
  - D'une part, de l'enveloppe de dépenses prévue au Volume II du Budget de dépenses portant sur les crédits des ministères et organismes;
  - D'autre part, du résultat net des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux, c'est-à-dire l'écart entre leurs revenus et leurs dépenses.

Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière créé par décret du gouvernement, en vertu des articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001). Ce mécanisme permet à un ministère de comptabiliser de façon distincte des sommes versées au fonds consolidé du revenu par un tiers en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique.

- Les opérations financières qui transitent par un compte à fin déterminée sont régies par tous les règlements, politiques ou directives applicables aux transactions effectuées à même les crédits d'un ministère. De plus, les dépenses des comptes à fin déterminée sont soumises à la vérification du Vérificateur général;

- Depuis l'exercice financier 2003-2004, les revenus et les dépenses des comptes à fin déterminée sont intégrés aux états financiers consolidés du gouvernement.

Il revient à chaque ministre de veiller à ce que la situation financière des entités consolidées sous sa responsabilité n'ait pas d'impact négatif sur les résultats financiers du gouvernement.

### **Méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation**

La consolidation des résultats des entreprises du gouvernement est considérée seulement dans les documents accompagnant le Discours sur le budget puisque les résultats des entreprises du gouvernement sont pris en compte dans l'équilibre budgétaire du gouvernement.

Il importe de noter que les établissements de santé et de services sociaux, les institutions d'enseignement ainsi que les biens détenus par les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire (annexe 6.7) ne sont pas inclus au périmètre comptable du gouvernement.

**Annexe 6.2****Changements dans les entités consolidées****Organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux**

Certains organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux se sont ajoutés ou déplacés vers d'autres portefeuilles, ont changé de statut ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses par rapport à l'exercice 2006-2007.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire ou d'un fonds spécial, alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'un organisme autre que budgétaire ou d'un fonds spécial.

**Agriculture, Pêcheries et Alimentation**

- (-) Le Bureau d'Accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec a vu sa loi modifiée. À la suite de cette modification, le Bureau n'est plus un organisme gouvernemental et est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

**Culture, Communications et Condition féminine**

- (+) Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, auparavant un organisme budgétaire, a vu sa loi modifiée. À la suite de cette modification, le Conservatoire est devenu un organisme autre que budgétaire.
- (+) Le Fonds du patrimoine culturel québécois a été intégré au portefeuille « Culture, Communications et Condition féminine ».

**Développement durable, Environnement et Parcs**

- (+) Le Fonds vert a été ajouté à ce portefeuille.

**Éducation, Loisir et Sport**

- (+) Le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique a été intégré au portefeuille.

**Emploi et Solidarité sociale**

- (+) Le Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a été ajouté à ce portefeuille.

### **Relations internationales**

- (-) Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger a cessé ses activités le 1<sup>er</sup> avril 2006.

### **Santé et Services sociaux**

- (+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été intégrée en provenance du portefeuille « Transports ».

### **Transports**

- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Santé et Services sociaux ».

### **Comptes à fin déterminée**

À l'égard des comptes à fin déterminée, quatre nouvelles demandes de création de comptes spécifiques ont été ajoutées au Budget de dépenses par rapport à l'exercice 2006-2007, soit :

#### **Affaires municipales et Régions**

- Programme d'infrastructures 2005.

#### **Éducation, Loisir et Sport**

- Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis.

#### **Finances**

- Transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'Accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66.

#### **Santé et Services sociaux**

- Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux.

Onze nouvelles demandes d'utilisation au compte général « Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux » ont été approuvées, soit aux portefeuilles : « Immigration et Communautés culturelles », « Justice », « Ressources naturelles et Faune » et « Santé et Services sociaux ».



## Annexe 6.3

**Résultats des organismes autres que budgétaires**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Affaires municipales et Régions</b>				
Société d'habitation du Québec	657,2	657,2	-	-
Société québécoise d'assainissement des eaux	139,6	139,7	(0,1)	(0,4)
	796,8	796,9	(0,1)	(0,4)
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>				
Financière agricole du Québec	497,1	752,2	(255,1)	(128,4)
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	22,8	7,4	15,4	14,7
	519,9	759,6	(239,7)	(113,7)
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>				
Agence des partenariats public-privé du Québec	8,1	8,1	-	0,3
	8,1	8,1	-	0,3
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	88,7	91,9	(3,2)	2,3
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0,7	0,7	-	-
Conseil des arts et des lettres du Québec	82,0	82,0	-	(0,3)
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	22,4	22,4	-	-
Musée d'Art contemporain de Montréal	11,3	11,8	(0,5)	-
Musée de la Civilisation	28,5	29,0	(0,5)	-
Musée national des beaux-arts du Québec	18,3	19,3	(1,0)	(0,2)
Régie du cinéma	15,2	5,0	10,2	11,5
Société de développement des entreprises culturelles	66,4	67,2	(0,8)	(0,9)
Société de la Place des Arts de Montréal	36,9	38,5	(1,6)	(0,3)
Société de télédiffusion du Québec	73,2	78,5	(5,3)	(7,9)
Société du Grand Théâtre de Québec	10,2	10,2	-	-
	453,8	456,5	(2,7)	4,2
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>				
Société québécoise de récupération et de recyclage	59,1	61,9	(2,8)	-
	59,1	61,9	(2,8)	-
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>				
Centre de recherche industrielle du Québec	28,5	30,5	(2,0)	0,1
Fonds de la recherche en santé du Québec	88,7	89,8	(1,1)	(1,4)
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	51,1	48,7	2,4	4,7
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	50,0	49,5	0,5	3,2
Investissement Québec	289,9	269,2	20,7	31,7
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	4,7	6,2	(1,5)	(0,8)
	512,9	493,9	19,0	37,5

**Annexe 6.3****Résultats des organismes autres que budgétaires**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	30,2	30,5	(0,3)	(0,2)
	30,2	30,5	(0,3)	(0,2)
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	21,2	21,5	(0,3)	0,1
	21,2	21,5	(0,3)	0,1
<b>Finances</b>				
Autorité des marchés financiers	106,7	80,1	26,6	31,1
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	2,2	2,2	-	0,5
Institut de la statistique du Québec	25,5	25,5	-	(0,5)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	573,2	609,4	(36,2)	(21,0)
	707,6	717,2	(9,6)	10,1
<b>Justice</b>				
Commission des services juridiques	133,5	133,5	-	2,6
Fonds d'aide aux recours collectifs	1,1	2,0	(0,9)	(0,6)
Office des professions du Québec	7,1	7,4	(0,3)	(1,2)
Société québécoise d'information juridique	12,9	12,8	0,1	0,4
Tribunal administratif du Québec	28,7	29,0	(0,3)	(1,5)
	183,3	184,7	(1,4)	(0,3)
<b>Relations internationales</b>				
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2,4	2,4	-	(0,1)
	2,4	2,4	-	(0,1)
<b>Ressources naturelles et Faune</b>				
Agence de l'efficacité énergétique	39,5	39,4	0,1	(0,6)
Fondation de la faune du Québec	4,4	4,4	-	(0,7)
Régie de l'énergie	10,1	10,8	(0,7)	0,1
Société nationale de l'amiante	0,5	0,5	-	(0,5)
	54,5	55,1	(0,6)	(1,7)
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Commission de la capitale nationale du Québec	18,9	20,4	(1,5)	(0,5)
Corporation d'urgences-santé	86,6	86,6	-	-
Héma-Québec	296,9	296,9	-	-
Institut national de santé publique du Québec	31,6	31,6	-	-
Régie de l'assurance maladie du Québec	7 250,3	7 250,3	-	-
	7 684,3	7 685,8	(1,5)	(0,5)

## Annexe 6.3

**Résultats des organismes autres que budgétaires**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Sécurité publique</b>				
École nationale de police du Québec	27,8	27,8	-	-
École nationale des pompiers du Québec	2,1	2,1	-	0,1
	29,9	29,9	-	0,1
<b>Services gouvernementaux</b>				
Centre de services partagés du Québec	351,8	361,8	(10,0)	(9,5)
Services Québec	54,0	56,4	(2,4)	2,4
Société immobilière du Québec	612,3	612,3	-	4,2
	1 018,1	1 030,5	(12,4)	(2,9)
<b>Tourisme</b>				
Régie des installations olympiques*	47,9	53,2	(5,3)	(2,5)
Société du Centre des congrès de Québec	22,8	23,0	(0,2)	1,3
Société du Palais des congrès de Montréal	57,0	57,0	-	3,2
	127,7	133,2	(5,5)	2,0
<b>Transports</b>				
Agence métropolitaine de transport*	348,2	348,2	-	-
Société des traversiers du Québec	66,4	67,0	(0,6)	(0,9)
	414,6	415,2	(0,6)	(0,9)
<b>Travail</b>				
Commissaire de l'industrie de la construction	1,1	1,3	(0,2)	-
Commission des lésions professionnelles	54,8	56,5	(1,7)	1,3
Commission des normes du travail	57,1	58,3	(1,2)	(0,5)
Commission des relations du travail	15,0	14,8	0,2	0,7
Régie du bâtiment du Québec	46,2	40,9	5,3	5,9
	174,2	171,8	2,4	7,4
<b>Total</b>	<b>12 798,5</b>	<b>13 054,9</b>	<b>(256,4)</b>	<b>(58,8)</b>
Ajustement de consolidation	(10 588,5)	(10 830,9)	242,4	195,8
<b>Impact de la consolidation</b>	<b>2 210,0</b>	<b>2 224,0</b>	<b>(14,0)</b>	<b>137,0</b>

\* Les données prévisionnelles correspondent au fonds d'exploitation de l'organisme.

Note 1 : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Note 2 : Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

**Annexe 6.4****Résultats des fonds spéciaux**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Affaires municipales et Régions</b>				
Fonds de développement régional	45,0	45,0	-	-
	45,0	45,0	-	-
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>				
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	5,0	5,0	-	-
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	0,7	0,7	-	-
Fonds relatif à la tempête de verglas	27,0	27,0	-	-
	32,7	32,7	-	-
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>				
Fonds du patrimoine culturel québécois	10,3	2,4	7,9	4,8
	10,3	2,4	7,9	4,8
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>				
Fonds vert	68,6	68,6	-	-
	68,6	68,6	-	-
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	30,4	9,5	20,9	13,4
	30,4	9,5	20,9	13,4
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22,7	24,6	(1,9)	(0,2)
Fonds de développement du marché du travail	970,5	1 004,2	(33,7)	20,8
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	29,9	29,4	0,5	0,7
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	37,8	37,8	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	5,7	6,5	(0,8)	0,3
	1 066,6	1 102,5	(35,9)	21,6
<b>Finances</b>				
Fonds de financement	575,5	568,1	7,4	14,0
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	13,0	13,0	-	-
Fonds du centre financier de Montréal	1,3	1,2	0,1	-
Fonds spécial olympique	-	-	-	20,4
	589,8	582,3	7,5	34,4

## Annexe 6.4

**Résultats des fonds spéciaux**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Justice</b>				
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	16,6	14,5	2,1	5,1
Fonds de l'état civil	18,6	18,5	0,1	(0,6)
Fonds des registres du ministère de la Justice	28,9	22,2	6,7	9,6
	64,1	55,2	8,9	14,1
<b>Ressources naturelles et Faune</b>				
Fonds d'information foncière	109,2	103,0	6,2	39,4
Fonds d'information géographique	3,3	3,7	(0,4)	0,3
Fonds forestier	369,3	376,9	(7,6)	(3,0)
	481,8	483,6	(1,8)	36,7
<b>Revenu</b>				
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	16,8	16,8	-	-
Fonds de perception	85,4	91,3	(5,9)	(0,6)
Fonds des pensions alimentaires*	41,8	41,8	-	-
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	50,6	50,6	-	-
	194,6	200,5	(5,9)	(0,6)
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Fonds de l'assurance médicaments	2 893,7	2 893,7	-	-
	2 893,7	2 893,7	-	-
<b>Sécurité publique</b>				
Fonds des services de police	435,1	435,1	-	-
	435,1	435,1	-	-
<b>Services gouvernementaux</b>				
Fonds du service aérien gouvernemental	62,2	59,0	3,2	4,3
	62,2	59,0	3,2	4,3
<b>Tourisme</b>				
Fonds de partenariat touristique	131,1	135,6	(4,5)	0,5
	131,1	135,6	(4,5)	0,5

**Annexe 6.4****Résultats des fonds spéciaux**

(en millions de dollars)

	<b>2007-2008</b>			<b>2006-2007</b>
	<b>Revenus</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Résultats</b>	<b>Résultats</b>
<b>Transports</b>				
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	924,1	924,1	-	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	82,0	82,0	-	-
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	70,0	70,0	-	-
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	10,1	10,1	-	0,4
	1 086,2	1 086,2	-	0,4
<b>Total</b>	<b>7 192,2</b>	<b>7 191,8</b>	<b>0,4</b>	<b>129,9</b>
Ajustement de consolidation	(5 697,3)	(5 740,6)	43,3	(6,7)
<b>Impact de la consolidation</b>	<b>1 494,9</b>	<b>1 451,2</b>	<b>43,7</b>	<b>123,2</b>

\* Ce fonds effectue aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Note 1 : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Note 2 : Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

## Annexe 6.5

**Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Affaires municipales et Régions</b>				
Programme d'infrastructures 2000-2007	67,6	67,6	-	-
Programme d'infrastructures 2005	68,9	68,9	-	-
	136,5	136,5	-	-
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5,5	5,5	-	-
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	192,6	192,6	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,5	2,5	-	0,5
	200,6	200,6	-	0,5
<b>Conseil exécutif</b>				
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	-	14,2	(14,2)	(19,6)
Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse	-	0,2	(0,2)	(2,2)
Régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière	-	-	-	(2,0)
	-	14,4	(14,4)	(23,8)
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	0,5	0,6	(0,1)	(0,3)
Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec	0,5	0,4	0,1	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	0,8	-	-
	1,8	1,8	-	(0,2)
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>				
Financement des unités autonomes de service - Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ)	1,6	2,1	(0,5)	(0,5)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,9	1,9	-	0,1
	3,5	4,0	(0,5)	(0,4)

**Annexe 6.5****Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,4	0,4	-	-
	0,4	0,4	-	-
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	25,7	29,4	(3,7)	11,1
Financement des bourses d'études du millénaire	79,5	79,5	-	-
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis	15,3	15,3	-	-
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4,6	4,6	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	0,8	-	(0,2)
Programme d'alphabétisation	2,5	2,5	-	-
	128,4	132,1	(3,7)	10,9
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>				
Application du régime québécois d'assurance parentale	350,0	350,0	-	-
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	10,0	10,0	-	0,1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,1	0,1	-	0,1
	360,1	360,1	-	0,2
<b>Finances</b>				
Transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	184,2	184,2	-	-
	184,2	184,2	-	-
<b>Immigration et Communautés culturelles</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,6	0,6	-	-
	0,6	0,6	-	-



## Annexe 6.5

**Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Justice</b>				
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	0,5	0,5	-	-
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'Aide juridique	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	0,5	0,5	-	-
<b>Relations internationales</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,5	0,5	-	-
	0,5	0,5	-	-
<b>Ressources naturelles et Faune</b>				
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	-	3,5	(3,5)	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,5	1,8	(0,3)	0,6
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	-	-	-	-
	1,5	5,3	(3,8)	0,6
<b>Revenu</b>				
Gestion de la taxe sur les produits et services	134,6	134,6	-	-
	134,6	134,6	-	-
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30,0	30,0	-	-
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22,0	22,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,0	2,8	(1,8)	(0,9)
Mise en oeuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	35,9	74,6	(38,7)	0,1
	88,9	129,4	(40,5)	(0,8)

**Annexe 6.5****Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2007-2008			2006-2007
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
<b>Sécurité publique</b>				
Administration de la Loi sur les armes à feu	5,0	5,0	-	-
Financement des unités autonomes de service - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	4,0	4,0	-	-
Financement du programme conjoint de protection civile	0,4	0,3	0,1	0,2
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3,0	3,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	1,2	(0,4)	2,1
	13,2	13,5	(0,3)	2,3
<b>Transports</b>				
Financement des immobilisations aéroportuaires	2,6	2,6	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,3	0,3	-	-
Programme d'infrastructures 2000-2007	17,6	17,6	-	-
	20,5	20,5	-	-
<b>Travail</b>				
Financement du Bureau d'évaluation médicale	2,5	2,5	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	2,5	2,5	-	-
<b>Total</b>	<b>1 278,1</b>	<b>1 341,2</b>	<b>(63,1)</b>	<b>(10,8)</b>
Ajustement de consolidation	(731,1)	(794,2)	63,1	10,8
<b>Impact de la consolidation</b>	<b>547,0</b>	<b>547,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Note 1 : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Note 2 : Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

## **Annexe 6.6**

### **Entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation**

Capital Financière agricole inc.

Corporation d'hébergement du Québec

Financement-Québec

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier

Hydro-Québec\*

Immobilière SHQ

IQ FIER inc.

IQ Immigrants Investisseurs Inc.

Loto-Québec

Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

Société de l'assurance automobile du Québec (excluant le mandat de l'assurance automobile)\*

Société des alcools du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Société générale de financement du Québec

Société Innovatech du Grand Montréal

Société Innovatech du sud du Québec

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

Société Innovatech Régions ressources

\* Ces entreprises effectuent aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

## **Annexe 6.7**

### **Organismes et fonds exerçant des opérations exclues du périmètre comptable du gouvernement**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Comité Centraide - secteur public

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec

Curateur public (partie fiduciaire)

Fonds central de soutien à la réinsertion sociale

Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaire du Québec

Fonds d'assurance parentale

Fonds d'assurance-récolte

Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles

Fonds des cautionnements individuels des agents de voyages

Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)

Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages

Fonds d'indemnisation des services financiers

Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole

Fonds en fidéicomis

Fonds national de formation de la main-d'œuvre

Hydro-Québec - Régime de retraite

Régie des rentes du Québec

## APPENDICES

---



## **APPENDICE A    LE BUDGET DE DÉPENSES 2007-2008 PAR MISSIONS**

---

### **EN BREF**

Les dépenses totales du gouvernement sont regroupées en six grandes missions de l'État, soit : Santé et Services sociaux, Éducation et Culture, Économie et Environnement, Soutien aux personnes et aux familles, Gouverne et Justice et Paiement de la dette.

Trois missions regroupent près des trois quarts des dépenses totales :

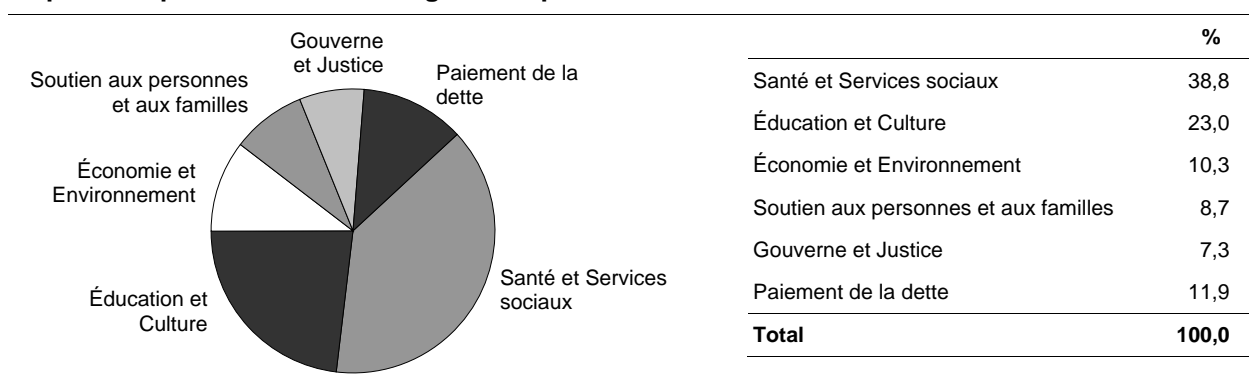
- La mission Santé et Services sociaux, avec 38,8 % des dépenses totales;
- La mission Éducation et Culture, qui obtient 23,0 % des dépenses totales;
- La mission Paiement de la dette, qui reçoit 11,9 % des dépenses totales.

## 1. Le Budget de dépenses par missions

Les programmes apparaissant au Budget de dépenses 2007-2008 sont regroupés selon six missions correspondant aux grandes fonctions de l'État.

Les données sur les missions n'incluent pas les dépenses des fonds spéciaux, ni celles des organismes du gouvernement dont le budget n'est pas voté par l'Assemblée nationale.

### Répartition par missions du Budget de dépenses 2007-2008<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Excluant les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009.



**Dépenses par portefeuilles et missions en 2007-2008**  
(en millions de dollars)

Portefeuilles	Missions						Total
	Santé et Services sociaux	Éducation et Culture	Économie et Environnement	Soutien aux personnes et aux familles	Gouverne et Justice	Paiement de la dette	
Assemblée nationale	-	-	-	-	105,2	-	105,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	74,3	-	74,3
Affaires municipales et Régions	-	-	1 027,4	-	740,9	-	1 768,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	-	-	703,0	-	-	-	703,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	-	-	-	-	599,9	-	599,9
Conseil exécutif	-	-	-	-	316,4	-	316,4
Culture, Communications et Condition féminine	-	616,6	-	7,2	-	-	623,8
Développement durable, Environnement et Parcs	-	-	194,4	-	-	-	194,4
Développement économique, Innovation et Exportation	-	-	755,8	-	-	-	755,8
Éducation, Loisir et Sport	-	13 395,2	-	-	-	-	13 395,2
Emploi et Solidarité sociale	-	-	800,4	3 326,1	-	-	4 126,5
Famille et Aînés	-	-	-	1 803,6	-	-	1 803,6
Finances	-	-	-	-	159,9	7 244,0	7 403,9
Immigration et Communautés culturelles	-	110,6	-	-	0,7	-	111,3
Justice	-	-	-	209,4	426,4	-	635,9
Relations internationales	-	-	116,2	-	-	-	116,2
Ressources naturelles et Faune	-	-	448,9	-	-	-	448,9
Revenu	-	-	-	-	926,6	-	926,6
Santé et Services sociaux	23 788,5	-	54,6	-	-	-	23 843,2
Sécurité publique	-	-	-	-	991,8	-	991,8
Services gouvernementaux	-	-	-	-	83,6	-	83,6
Tourisme	-	-	140,7	-	-	-	140,7
Transports	-	-	2 074,8	-	-	-	2 074,8
Travail	-	-	-	-	31,7	-	31,7
Crédits périmés escomptés	-	-	-	-	-	-	(150,0) *
Crédits reportés en 2008-2009	-	-	-	-	-	-	(78,8) *
<b>Total des missions</b>	<b>23 788,5</b>	<b>14 122,4</b>	<b>6 316,2</b>	<b>5 346,4</b>	<b>4 457,5</b>	<b>7 244,0</b>	<b>61 046,2</b>

\* Les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2008-2009 ne sont pas ventilés entre les missions afin de tenir compte du fait qu'ils seront répartis dans les missions au cours de l'année.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

### Mission Santé et Services sociaux, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2007-2008	Budget de dépenses 2006-2007	Dépense probable 2006-2007	Dépenses 2005-2006	Dépenses 2004-2005
<b>Santé et Services sociaux</b>					
Fonctions nationales	<b>307,3</b>	303,8	299,1	263,0	257,9
Fonctions régionales*	<b>17 333,1</b>	16 395,6	16 482,9	15 542,9	15 077,6
Office des personnes handicapées du Québec	<b>12,4</b>	11,7	11,7	11,2	10,4
Régie de l'assurance maladie du Québec	<b>6 135,8</b>	5 648,0	5 648,0	5 346,3	5 235,9
<b>Total de la mission</b>	<b>23 788,5</b>	22 359,2	22 441,7	21 163,4	20 581,7

\* Les sommes provisionnées pour l'équité salariale ont été reclassées aux programmes respectifs.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

**Mission Éducation et Culture, dépenses par portefeuilles et programmes**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>					
Charte de la langue française	<b>23,0</b>	22,9	22,6	21,7	22,0
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec	<b>45,5</b>	40,3	42,4	37,5	37,9
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	<b>548,1</b>	527,9	526,8	477,1	466,3
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>					
Administration et consultation	<b>132,5</b>	129,2	128,2	124,1	124,8
Aide financière aux études	<b>402,6</b>	373,9	367,0	320,8	247,6
Développement du loisir et du sport	<b>62,5</b>	61,3	60,8	60,1	61,0
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire*	<b>7 764,3</b>	7 518,3	7 461,0	7 267,3	7 117,9
Enseignement supérieur*	<b>4 256,4</b>	3 983,6	3 976,3	3 776,1	3 652,1
Formation en tourisme et hôtellerie	<b>21,8</b>	20,6	20,6	18,8	17,1
Régimes de retraite*	<b>755,1</b>	737,7	737,7	713,4	653,6
<b>Immigration et Communautés culturelles</b>					
Immigration, intégration et communautés culturelles	<b>110,6</b>	105,2	124,2	115,3	119,6
<b>Total de la mission</b>	<b>14 122,4</b>	13 520,8	13 467,7	12 932,0	12 519,9

\* Les sommes provisionnées pour l'équité salariale ont été reclassées aux programmes respectifs.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

**Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Affaires municipales et Régions</b>					
Habitation	<b>382,9</b>	337,9	340,5	318,9	324,4
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	<b>573,3</b>	582,8	585,4	555,2	471,3
Promotion et développement de la Métropole	<b>71,3</b>	71,8	71,6	75,7	60,8
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	<b>385,8</b>	356,5	375,4	340,2	343,4
Organismes d'État	<b>317,2</b>	317,3	317,7	317,3	317,6
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	<b>5,4</b>	5,3	5,5	5,7	5,6
Protection de l'environnement et gestion des parcs	<b>189,0</b>	183,9	183,3	189,4	201,3
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	<b>178,0</b>	161,7	165,8	163,6	165,6
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	<b>577,8</b>	463,5	473,0	526,2	377,9
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>					
Mesures d'aide à l'emploi	<b>800,4</b>	830,0	838,7	815,1	817,5
<b>Relations internationales</b>					
Affaires internationales	<b>116,2</b>	103,9	101,5	102,1	102,2
<b>Ressources naturelles et Faune</b>					
Gestion des ressources naturelles et fauniques	<b>448,9</b>	392,9	397,3	400,6	364,4
<b>Santé et Services sociaux</b>					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	<b>54,6</b>	40,0	46,3	36,8	40,1

**Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Tourisme</b>					
Promotion et développement du tourisme	<b>140,7</b>	139,4	143,6	158,6	144,3
<b>Transports</b>					
Administration et services corporatifs	<b>99,0</b>	90,6	88,9	79,0	86,6
Infrastructures de transport	<b>1 515,3</b>	1 414,8	1 441,0	1 305,0	1 188,3
Systèmes de transport	<b>460,5</b>	421,5	413,3	392,2	358,6
<b>Total de la mission</b>	<b>6 316,2</b>	5 913,6	5 988,7	5 781,6	5 370,0

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

**Mission Soutien aux personnes et aux familles, dépenses par portefeuilles et programmes**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>					
Condition féminine	7,2	7,0	6,8	6,5	6,9
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>					
Administration	475,6	482,7	475,2	495,0	528,3
Mesures d'aide financière	2 850,5	2 802,9	2 770,9	2 727,5	2 764,4
<b>Famille et Aînés</b>					
Condition des aînés	9,3	2,9	2,9	2,6	2,0
Curateur public	37,4	36,3	44,9	40,9	38,0
Mesures d'aide à la famille	1 733,2	1 663,7	1 645,5	1 538,8	1 456,6
Planification, recherche et administration	23,7	25,0	21,1	22,0	18,5
<b>Justice</b>					
Aide aux justiciables	209,4	208,9	220,6	225,4	213,2
<b>Total de la mission</b>	<b>5 346,4</b>	<b>5 229,3</b>	<b>5 188,0</b>	<b>5 058,7</b>	<b>5 027,8</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

**Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Assemblée nationale</b>					
Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information	35,8	34,8	34,8	34,4	34,8
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	19,3	19,2	19,2	19,6	17,2
Services statutaires aux parlementaires	50,1	52,8	52,8	44,9	43,8
<b>Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>					
Administration du système électoral	35,8	95,3	95,3	25,1	25,0
Le Commissaire au lobbying	2,7	2,6	2,5	2,5	2,3
Le Protecteur du citoyen	12,7	13,0	11,5	11,0	11,3
Le Vérificateur général	23,1	22,7	21,1	19,2	19,4
<b>Affaires municipales et Régions</b>					
Administration générale	56,0	56,9	57,0	53,2	56,1
Commission municipale du Québec	2,4	2,3	2,1	1,7	2,5
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	587,9	713,1	715,3	673,6	639,5
Développement des régions et ruralité	79,9	68,2	69,0	57,3	50,8
Régie du logement	14,5	13,7	15,1	16,2	16,0
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>					
Commission de la fonction publique	3,5	3,5	2,9	2,8	3,0
Fonds de suppléance	144,6	232,1	-	-	-
Régimes de retraite et d'assurances*	325,9	347,2	347,2	299,8	303,6
Secrétariat du Conseil du trésor*	125,9	117,8	287,6	165,0	191,6
<b>Conseil exécutif</b>					
Affaires autochtones	183,5	167,2	155,6	154,0	148,0
Affaires intergouvernementales canadiennes	14,3	12,4	11,4	11,2	10,6
Cabinet du lieutenant-gouverneur	0,9	0,9	1,1	1,1	1,0
Jeunesse	36,6	9,4	8,5	8,7	19,4
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	5,8	5,9	5,4	5,6	5,6
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	75,4	71,3	51,3	51,8	56,5

\* Les sommes provisionnées pour l'équité salariale ont été reclassées aux programmes respectifs.

**Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Finances</b>					
Direction du Ministère	45,6	45,0	45,4	38,5	41,1
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	114,3	112,5	61,6	45,1	50,0
<b>Immigration et Communautés culturelles</b>					
Organisme relevant du ministre	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
<b>Justice</b>					
Activité judiciaire	79,6	77,7	81,4	84,6	71,7
Administration de la justice	269,4	269,2	275,7	278,0	283,8
Justice administrative	10,2	10,2	10,0	10,8	11,1
Organisme de protection relevant du ministre	7,9	7,7	7,5	7,5	7,5
Poursuites criminelles et pénales	59,3	58,2	61,6	47,0	44,6
<b>Revenu</b>					
Administration fiscale	926,6	1 064,7	1 070,7	1 022,4	932,3
<b>Sécurité publique</b>					
Organismes relevant du ministre	28,2	25,9	27,6	27,4	29,0
Sécurité, prévention et gestion interne	455,9	436,3	459,8	417,9	431,7
Sûreté du Québec	507,7	471,4	499,5	496,7	480,2
<b>Services gouvernementaux</b>					
Services gouvernementaux	83,6	71,9	79,3	97,0	40,6
<b>Travail</b>					
Travail	31,7	32,3	35,3	60,7	73,7
<b>Total de la mission</b>	<b>4 457,5</b>	<b>4 745,9</b>	<b>4 682,9</b>	<b>4 293,2</b>	<b>4 155,8</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.



**Mission Paiement de la dette, dépenses par portefeuilles et programmes**

(en millions de dollars)

<b>Portefeuilles et programmes</b>	<b>Budget de dépenses 2007-2008</b>	<b>Budget de dépenses 2006-2007</b>	<b>Dépense probable 2006-2007</b>	<b>Dépenses 2005-2006</b>	<b>Dépenses 2004-2005</b>
<b>Finances</b>					
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	<b>7 244,0</b>	6 967,0	6 967,0	6 875,4	6 853,2
<b>Total de la mission</b>	<b>7 244,0</b>	6 967,0	6 967,0	6 875,4	6 853,2
Crédits périmés escomptés	<b>(150,0)</b>				
Crédits reportés en 2008-2009	<b>(78,8)</b>				
<b>Total des missions</b>	<b>61 046,2</b>	<b>58 736,0</b>	<b>58 736,0</b>	<b>56 104,2</b>	<b>54 508,5</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.



## APPENDICE B    INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

---

### EN BREF

Cet appendice présente l'évolution des principaux indicateurs économiques et budgétaires du Québec depuis l'exercice financier 1993-1994, soit pour une période de 15 ans, et se compose de trois tableaux présentant :

- L'évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques;
- L'évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et de la dépense totale;
- Les dépenses par portefeuilles.

## B.1

## Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques

	Population <sup>1</sup> en milliers	Taux de croissance du PIB <sup>2</sup> %	Taux d'inflation au Canada <sup>3</sup> %	Dépenses de programmes		
				en % du PIB	par habitant en \$	variation en %
1993-1994	7 155	2,4	1,9	21,9	4 966	(0,7)
1994-1995	7 192	5,1	0,2	21,3	5 040	1,5
1995-1996	7 219	4,0	2,2	20,3	4 992	(1,0)
1996-1997	7 247	1,8	1,6	19,2	4 772	(4,4)
1997-1998	7 275	4,4	1,6	18,4	4 769	(0,1)
1998-1999	7 296	4,2	1,0	18,0 <sup>4</sup>	5 078	6,5
1999-2000	7 323	7,4	1,7	18,0	5 168	1,8
2000-2001	7 357	6,7	2,7	17,9	5 459	5,6
2001-2002	7 397	3,0	2,5	18,1	5 663	3,7
2002-2003	7 446	4,2	2,3	18,2	5 891	4,0
2003-2004	7 495	3,8	2,8	18,1	6 049	2,7
2004-2005	7 549	4,9	1,8	18,1	6 313	4,4
2005-2006	7 598	4,0	2,2	18,0	6 479	2,6
2006-2007 <sup>P</sup>	7 652	3,9	2,0	18,2	6 766	4,4
2007-2008 <sup>P</sup>	7 700	4,2	2,0	18,2	6 987	3,3

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor pour les données sur les dépenses de programmes, Statistique Canada et ministère des Finances pour les données économiques.

<sup>1</sup> Population au 1<sup>er</sup> juillet de l'exercice financier considéré.

<sup>2</sup> Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

<sup>3</sup> Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

<sup>4</sup> Taux ajusté pour exclure, d'une part, l'impact de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999, soit un montant de 595,6 M\$ et, d'autre part, l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités pour un montant de 170,0 M\$. Ces montants inclus, le taux aurait été de 18,9 %.

<sup>P</sup> Prévisions

## B.2

## Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et de la dépense totale

	Dépenses de programmes <sup>1</sup>		Service de la dette		Dépenses totales <sup>2</sup>	
	M\$	variation en %	M\$	variation en %	M\$	variation en %
1993-1994	35 534	(0,2)	5 316	11,8	<b>40 850</b>	1,2
1994-1995	36 248	2,0	5 882	10,6	<b>42 130</b>	3,1
1995-1996	36 039	(0,6)	6 034	2,6	<b>42 073</b>	(0,1)
1996-1997	34 583	(4,0)	5 855	(3,0)	<b>40 438</b>	(3,9)
1997-1998	34 690	0,3	6 765	15,5	<b>41 455</b>	2,5
1998-1999	37 052	1,7 <sup>3</sup>	6 573	(2,8)	<b>43 625</b>	5,2
1999-2000	37 850	2,2	6 752	2,7	<b>44 602</b>	2,2
2000-2001	40 165	6,1	6 972	3,3	<b>47 137</b>	5,7
2001-2002	41 888	4,3	6 687	(4,1)	<b>48 575</b>	3,1
2002-2003	43 865	4,7	6 583	(1,5)	<b>50 448</b>	3,9
2003-2004	45 339	3,4	6 655	1,1	<b>51 994</b>	3,1
2004-2005	47 656	5,1	6 853	3,0	<b>54 509</b>	4,8
2005-2006	49 229	3,3	6 875	0,3	<b>56 104</b>	2,9
2006-2007 <sup>P</sup>	51 769	5,2 <sup>4</sup>	6 967	1,3	<b>58 736</b>	4,7
2007-2008 <sup>P</sup>	53 802	3,9	7 244	4,0	<b>61 046</b>	3,9

<sup>1</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

<sup>2</sup> Les dépenses totales excluent les entités consolidées.

<sup>3</sup> Taux ajusté pour exclure, d'une part, l'impact de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999, soit un montant de 595,6 M\$ et, d'autre part, l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités pour un montant de 170,0 M\$. Le taux de croissance tenant compte de ces dépenses aurait été de 6,8 %.

<sup>4</sup> Ce taux de croissance inclut l'impact de 242,0 M\$, en 2006-2007, à la suite de la décision de la Commission de l'équité salariale d'étaler les paiements de l'équité salariale en sept versements plutôt qu'en huit. Il inclut également une dépense ponctuelle de 69,0 M\$ en raison de la tenue des élections générales le 26 mars 2007. En excluant ces dépenses, le taux de croissance des dépenses de programmes serait de 4,5 %.

<sup>P</sup> Prévisions

## B.3

**Dépenses par portefeuilles**

(en millions de dollars)

	<b>Budget de dépenses</b> 2007-2008	<b>Dépense probable</b> 2006-2007	<b>Dépenses réelles</b>		
			2005-2006	2004-2005	2003-2004
Assemblée nationale	105	107	99	96	97
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	74	130	58	58	93
Affaires municipales et Régions	1 768	1 856	1 752	1 621	1 537
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703	693	657	661	661
Conseil du trésor et Administration gouvernementale*	600	638	468	498	411
Conseil exécutif	316	233	232	241	195
Culture, Communications et Condition féminine	624	599	543	533	520
Développement durable, Environnement et Parcs	194	189	195	207	222
Développement économique, Innovation et Exportation	756	639	690	544	534
Éducation, Loisir et Sport*	13 395	12 752	12 280	11 874	11 568
Emploi et Solidarité sociale	4 126	4 085	4 038	4 110	4 198
Famille et Aînés	1 804	1 714	1 604	1 515	1 457
Finances	160	107	84	91	85
Immigration et Communautés culturelles	111	125	116	120	127
Justice	636	657	653	632	597
Relations internationales	116	101	102	102	111
Ressources naturelles et Faune	449	397	401	365	419
Revenu	927	1 071	1 022	932	748
Santé et Services sociaux*	23 843	22 488	21 200	20 622	19 063
Sécurité publique	992	987	942	941	932
Services gouvernementaux	84	79	97	41	39
Tourisme	141	144	159	144	146
Transports	2 075	1 943	1 776	1 634	1 514
Travail	32	35	61	74	65
Variation à la provision pour pertes sur placements en actions	-	-	-	-	-
Crédits périmés escomptés	(150)				
Crédits reportés en 2008-2009	(79)				
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>53 802</b>	<b>51 769</b>	<b>49 229</b>	<b>47 656</b>	<b>45 339</b>
Service de la dette	7 244	6 967	6 875	6 853	6 655
<b>Dépenses totales</b>	<b>61 046</b>	<b>58 736</b>	<b>56 104</b>	<b>54 509</b>	<b>51 994</b>

\* Les sommes provisionnées pour l'équité salariale ont été reclassées aux ministères respectifs.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total. Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2007-2008.

Dépenses réelles									
2002-2003	2001-2002	2000-2001	1999-2000	1998-1999	1997-1998	1996-1997	1995-1996	1994-1995	1993-1994
94	91	82	77	77	69	82	88	89	83
66	52	43	42	95	37	43	100	86	38
1 560	1 585	1 356	1 110	1 007	1 179	1 238	1 412	1 407	1 289
640	650	713	512	530	498	584	642	640	656
499	455	424	352	405	581	580	501	526	509
167	121	104	217	78	74	76	89	89	76
498	486	536	489	517	415	415	424	434	450
208	207	212	236	177	183	178	186	190	195
890	857	907	773	746	558	514	628	676	538
11 161	10 609	10 181	9 875	9 615	9 486	10 078	10 498	10 490	10 199
4 191	4 086	4 101	4 061	4 148	3 765	3 933	4 004	3 994	3 876
1 282	1 137	914	700	575	478	419	416	383	344
97	91	90	67	61	128	58	61	66	68
129	125	102	100	102	93	96	100	100	106
564	531	488	478	505	473	485	475	514	522
110	111	103	98	87	77	83	100	94	100
435	435	455	549	463	372	421	453	491	530
810	640	742	742	864	1 103	651	532	513	582
17 911	17 183	16 107	14 824	14 586	12 908	12 848	13 020	13 054	12 927
868	796	741	697	701	661	693	716	716	711
43	36	36	48	33	41	43	27	23	22
143	109	147	148	106	85	81	78	84	74
1 432	1 410	1 504	1 576	1 504	1 360	929	1 460	1 551	1 532
67	85	77	79	70	66	66	68	72	67
-	-	-	-	-	-	(11)	(39)	(34)	40
<b>43 865</b>	<b>41 888</b>	<b>40 165</b>	<b>37 850</b>	<b>37 052</b>	<b>34 690</b>	<b>34 583</b>	<b>36 039</b>	<b>36 248</b>	<b>35 534</b>
6 583	6 687	6 972	6 752	6 573	6 765	5 855	6 034	5 882	5 316
<b>50 448</b>	<b>48 575</b>	<b>47 137</b>	<b>44 602</b>	<b>43 625</b>	<b>41 455</b>	<b>40 438</b>	<b>42 073</b>	<b>42 130</b>	<b>40 850</b>

